



LE CONFLIT INDO-PAKISTANAIS

QUEL EST LE ROLE JOUE PAR LE FACTEUR RELIGIEUX ?

Mémoire de géopolitique
du chef d'escadron François-Yves LE ROUX
dans le cadre du séminaire "Géopolitique et Religions"

Sous la direction du Professeur Aymeric CHAUPRADE
Directeur du cours de géopolitique au collège interarmées de défense

Mars 2003

LE CONFLIT INDO-PAKISTANAIS :
QUEL EST LE ROLE JOUE PAR LE FACTEUR RELIGIEUX ?

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE : LA RELIGION CONSTITUE LE FONDEMENT DE LA
CREATION DES DEUX ETATS

Musulmans et Hindous: un millénaire d'oppositions
Une naissance d'Etats sur uen fracture religieuse
Les manifestations du conflit entre l'Inde et le Pakistan

SECONDE PARTIE : LE ROLE DES MOTEURS SECULIERS DANS LES
RELATIONS INDO-PAKISTANAISES

La stratégie indienne: devenir une grande puissance mondiale
La stratégie pakistanaise: exister et s'opposer à l'Inde
L'assymétrie dans la perception de la puissance nucléaire

TROISIEME PARTIE : LA RELIGION, FACTEUR CLEF D'IDENTITE
NATIONALE

Identité musulmane ou identité pakistanaise?
Identité indienne ou identité hindoue?

CONCLUSION

INTRODUCTION

En ouverture de l'ouvrage « Politique et religion dans l'Asie du Sud contemporaine »¹, Gérard HEUZE et Monique SELIM font l'observation suivante : « Dans l'Asie du Sud contemporaine, la pratique religieuse demeure une donnée fondamentale, quotidiennement et intimement associée aux pratiques sociales les plus diverses. Se référer à la religion dans les assemblées élues ou lors de cérémonies officielles sont des pratiques qui n'offusquent personne alors que les élans religieux, réformismes, appartenances sectaires et sentiments communautaires constituent le bien commun de presque tous, y compris des membres des élites les plus sophistiquées. Tout cela n'a généralement rien à voir avec les mouvements de formation déjà ancienne, mais d'éminence plus récente, qui veulent faire fusionner des formes très spécifiques de pratique et de philosophie religieuse avec un éventail étroit de comportements et de doctrines politiques et qui fondent, partiellement ou centralement, leur popularité sur des pratiques variables, au rang desquelles l'exclusion d'autres groupes socio-religieux. »

Le facteur religieux semble donc jouer un rôle tout à fait particulier et prépondérant au sein de chacun des Etats, en l'Inde et au Pakistan. Mais s'agit-il exclusivement d'un facteur interne ? Depuis 1947, l'Inde et le Pakistan sont engagés dans un conflit qui les a conduit à se livrer trois guerres ouvertes en 1947, 1965 et 1971. Ces deux pays continuent de s'affronter plus ou moins ouvertement depuis 1988 au Cachemire. Ce conflit prend un relief tout particulier, chacun de ces deux pays ayant officiellement reconnu et démontré sa capacité nucléaire militaire en 1998 par des séries d'essais. En 1999, les combats de Kargil au Cachemire ont vu deux puissances nucléaires se livrer à des batailles conventionnelles limitées. Or la question du Cachemire indien semble être une question d'essence religieuse, une majorité musulmane étant administrée par une puissance non-musulmane.

Le facteur religieux déborde donc largement du simple cadre interne de ces Etats. A l'origine de la création des deux Etats, il est un facteur structurant de l'antagonisme entre deux nations qui ont pourtant des intérêts propres tout à fait classiques et qui échappent à une simple logique de religion ou de civilisation.

¹ HEUZE Gérard et SELIM Monique (sous la direction de), Politique et religion dans l'Asie du Sud contemporaine, Paris, Karthala 1998

En premier lieu, ces deux Etats sont nés de l'opposition entre les communautés musulmanes et hindoues. Ces relations conflictuelles remontent à plusieurs siècles d'histoire et ont continué de s'exacerber sous la domination britannique. Dès lors, ayant perdu son rôle prédominant, la communauté musulmane minoritaire a souhaité disposer de son propre Etat, ne voulant pas vivre sous domination hindoue. L'empire des Indes s'est scindé tragiquement, scission d'autant plus dramatique que le Cachemire, ancien Etat à population musulmane gouverné par un prince hindou, a été partagé par les combats entre les deux pays sans que son statut définitif ne soit toujours réglé. Un coin religieux est donc enfoncé depuis 1947 entre les deux pays, les empêchant de normaliser leurs relations.

Pourtant, ce facteur religieux n'est pas le seul moteur des relations indo-pakistanaises. Initialement confessionnelle et communautaire, la rivalité est également d'ordre séculière, chaque pays poursuivant des objectifs propres. L'Inde a des ambitions de puissance mondiale liées à celles de la Chine, ignorant d'une certaine manière le Pakistan, même si la prise en compte de cet adversaire n'est jamais complètement négligée dans les actions menées. Conservant l'Inde en point de mire, le Pakistan cherche à obtenir une existence propre sur la scène régionale et au sein du monde musulman. Ces ambiguïtés se retrouvent en terme de stratégie nucléaire de chacun de ces deux Etats.

Or, ces deux pays échouent à normaliser leurs relations et à surmonter leur différent initial d'origine religieuse. En effet, ces deux pays sont confrontés à une crise identitaire qui les pousse à se définir en opposition l'un à l'autre. Extrêmement divers d'un point de vue ethnique ou religieux, chacun de ces Etats construit son identité sur une base communautaire et confessionnelle ayant comme dénominateur commun la volonté de dominer la minorité principale interne rendue responsable des maux et frustrations de chacune des sociétés, ou de lutter contre le peuple voisin. Il s'agit dès lors d'établir une cohésion nationale, soit de manière spontanée par les masses, soit par manipulation calculée.

PREMIERE PARTIE : LA RELIGION, FONDEMENT DE LA CREATION DES DEUX ETATS

La naissance de l'Inde et du Pakistan ne repose ni sur des raisons géographiques, économiques ou purement politiques, ni sur une séparation linguistique ou ethnique. Produit d'une longue histoire de relations souvent conflictuelles entre musulmans et hindous, fruit de la politique religieuse suivie par le colonisateur britannique, cette éclosion se fonde sur le refus des musulmans de vivre dans un Etat laïque statistiquement dominé par les Hindous. Loin d'être pacifique, la création de l'Inde et du Pakistan se traduit par une partition violente, toujours actuellement exacerbée dans le conflit du Cachemire.

1.1 Musulmans et Hindous : un millénaire d'oppositions

Longtemps les maîtres de l'Inde, craignant d'être dominés par les Hindous lors de la période coloniale, les musulmans profitent de la politique britannique pour obtenir une reconnaissance de leur communauté. L'émergence des mouvements nationalistes suivra des cheminements différents suivant les communautés, conduisant à la partition.

1.1.1 Les relations conflictuelles entre Hindous et Musulmans dans la période pré-coloniale

La cohabitation de l'islam et de l'hindouisme remonte à l'arrivée de l'islam dans le sous-continent indien il y a plus de mille ans. Dès 637, les Arabes entament la conquête du sud de l'Afghanistan et créent le royaume de Kaboul. Ils s'emparent du Sind² au début du VIIIème siècle mais ne peuvent guère étendre leur emprise, rencontrant la résistance des monarchies hindoues. Ils pratiquent alors des raids plutôt que de réelles campagnes d'annexion, se forgeant dès cette époque une réputation de pillards et d'envahisseurs chez les nationalistes hindous. A partir du XIIème siècle s'établissent des sultanats musulmans dans tout le nord de l'Inde. Sultan de Delhi originaire du Turkestan, ILTUTMISH réussit la conquête du Bengale et assure la domination musulmane à partir du milieu du XIIIème siècle, domination parachevée par l'atteinte du sud de la péninsule par JALAD-UD-DIN-FIRUZ et la dynastie afghane. Théocraties, les états musulmans reconnaissent la loi coranique et sont en lutte contre les Mongols ou les autochtones non convertis.

² cf cartes de l'Inde et du Pakistan en annexes 1 et 2

L'affaiblissement des sultanats permet à partir de 1526 la conquête de l'Inde par BABUR, un roi musulman originaire d'Asie centrale. Combattant les insurgés afghans au nord et les nobles hindous au sud, l'empire Moghol s'étend progressivement en un siècle. Soumis dans les années 1560, les Rajputs facilitent la prise de contrôle du sud par AKBAR, petit-fils de BABUR qui s'empare du Gujarat, puis du Bengale, du Cachemire du Sind et du Balouchistan. La plaine du Deccan est prise aux alentours de 1600. Stable et agrandi, l'empire assure sa cohésion en veillant à l'organisation de l'Etat et aux questions religieuses.

Affaibli par les guerres de succession, les rébellions paysannes, dans les provinces, les révoltes d'ethnies non musulmanes, l'autorité centrale perd progressivement le contrôle de l'empire qui entre dans un processus d'éclatement et de décadence. La révolte des Sikhs est matée en 1708 mais permet à cette nation de prendre conscience de sa force et de cimenter son unité sur le combat pour la défense de son originalité contre les religions expansionnistes. Elle donne un signal historique pour les élites et des masses hindoues. Au XVIIIème siècle, les Rajputs se révoltent contre le pouvoir musulman, les Mahrattes réussissant à conserver le sultanat de Delhi jusqu'à l'arrivée des Anglais. La vision des Hindous sur cette période pré-coloniale est celle d'une lutte contre un envahisseur musulman tentant de leur imposer des pratiques religieuses et culturelles jugées inférieures à une civilisation autochtone disposant d'une culture séculaire propre.

1.1.2 La colonisation britannique : diviser pour régner

L'habileté politique des Britanniques leur permet de recueillir les restes de l'empire à travers la prise de pouvoir progressive de la compagnie des Indes. Ayant évincé ses rivaux français, hollandais et portugais, et malgré les mouvements de résistances à caractère national, la couronne britannique s'installe en profondeur dans le pays. Par le biais des conquêtes militaires et des alliances avec des princes des deux communautés, cette colonisation se fait soit de droit par annexion à la couronne, soit de fait par la présence de conseillers dans les Etats vassaux de la couronne. Le système est achevé au milieu du XIXème siècle avec la partition du pays en deux sous-systèmes : les provinces directement administrées par la Grande-Bretagne et les états princiers où le souverain est « conseillé » par un résident britannique.

La politique du colonisateur remet en cause nombre de pratiques traditionnelles jugées barbares. La révolte des Cipayes (1857-1858) modifie profondément la perception du colonisateur et la place respective de chaque communauté. En effet, les soldats indigènes des deux communautés se rebellent et portent à leur tête le dernier empereur Moghol BAHADUR SHAH comme référence d'une Inde unie contre le colonisateur. Les Anglais tireront comme leçon de cette révolte de ne jamais plus permettre aux communautés du sous-continent de s'unir contre le colonisateur³. A une vision civilisatrice de la colonisation se substitue donc une simple exploitation et une vie séparée des communautés indigènes et anglaises. La disparition de l'empire Moghol remet en cause la place de la communauté musulmane qui se reconstruit une identité autour de la religion et de sa place de minorité. Cette éloignement des communautés est renforcé par la constitution de droits civils distincts pour chaque entité par le colonisateur. Logiquement, l'idée se développe alors progressivement au sein de chaque entité d'obtenir une représentation séparée dans les instances coloniales⁴.

1.1.3 L'émergence de mouvements nationalistes opposés

1885 marque le début du mouvement national indien moderne avec la création à Bombay du parti du Congrès, parti dominé par les Hindous. Les musulmans créent la Ligue Musulmane en 1906, entraînant en réaction par le Congrès l'affirmation en 1907 de son caractère séculier. Pourtant, la Grande-Bretagne donnera satisfaction à la ligue musulmane en créant deux collèges électoraux distincts pour l'élection des représentants indiens au sein des assemblées représentatives. En effet, s'appuyant sur la minorité musulmane et affirmant être sa meilleure protectrice, elle entend limiter l'influence croissante du Congrès. De cette distinction officielle entre les deux communautés émerge dans les années 1930 la théorie des « deux nations ». Dès lors, dans l'esprit des nationalistes musulmans, il devient essentiel pour les musulmans d'obtenir leur propre Etat. Le terme Pakistan apparaît en 1933 en Angleterre, terme inventé par un groupe d'étudiants sous la houlette de REHMAT ALI. Il signifie le « pays des purs » et est l'acronyme des provinces du Punjab, de l'Afghanistan, du Cachemire, du Sind et du Balouchistan. Au congrès de Lahore en 1940, Ali JINNAH fait de la théorie des deux nations la doctrine officielle de la ligue musulmane⁵.

³ BIDARD-REYDET Danielle, BLANC Jacques, BOYER André, DULAIT André, PLANCADE Jean-Pierre, VINCON Serge, « Inde-Pakistan, de la crise au dialogue », rapport d'information n°336 de la commission des Affaires étrangères du Sénat, Paris, juin 2002

⁴ Ibid

⁵ Ibid

Ce cheminement historique et politique trouve son aboutissement lorsque, épuisée par la seconde guerre mondiale, la Grande-Bretagne décide d'abandonner sa souveraineté sur l'empire des Indes.

1.2. Une naissance d' Etats sur une fracture religieuse

Les élites de chacune des communautés ont une vision propre du futur Etat, vision incompatible avec celle de l'autre. Acceptée par le colonisateur sous la pression des affrontements, la partition se solde par une fracture profonde entre les deux populations et par la création de l'abcès du Cachemire entre les deux nouveaux pays.

1.2.1. Les volontés incompatibles de NEHRU et JINNAH

Deux conceptions s'opposent radicalement. Craignant de se voir attribuer une position subalterne dans un état indien, nombre de musulmans estiment par ailleurs que l'Islam s'accompagne d'un corpus juridique complet rendant une cohabitation avec les hindous inutile et impossible. La ligue musulmane d'Ali JINNAH revendique donc au minimum une très forte décentralisation et une large autonomie pour les régions à majorité musulmane, et donne sa préférence à la création d'un état séparé. A l'opposé, cherchant un dénominateur commun, les pères fondateurs de l'Inde indépendante ne peuvent retenir ni la langue (18 reconnues par la constitution), ni la religion en raison de la variété des croyances. Marqués de plus par leur formation et la culture européenne, GANDHI et NEHRU imposent donc la vision d'un état uni, centralisé multiculturel et laïque, et ce en opposition avec les traditionnalistes hindous.

Ces logiques s'affrontent lors du processus de négociation de l'indépendance avec les Britanniques, GANDHI cherchant à éviter les conséquences dramatiques d'une partition de l'Inde, Ali JINNAH appelant dès l'été 1946 à des manifestations pour obtenir la création d'un Etat séparé. Affaiblie au lendemain de la seconde guerre mondiale, la Grande-Bretagne précipite son départ, incapable de faire face à l'ampleur des affrontements communautaires.

1.2.2. La fracture de la partition des Indes

L'indépendance est accordée aux deux Etats en août 1947, et la division est opérée sur une base religieuse. Les régions à dominantes hindoues et musulmanes sont respectivement

rattachées à l'Inde et au Pakistan. Les conséquences humaines sont dramatiques. Difficiles à établir avec certitude, les chiffres varient de 200 000 à 500 000 morts et de 10 à 15 Millions de personnes déplacées⁶. En prenant l'hypothèse basse, il est estimé que 6 millions de musulmans et 4 millions d'Hindous ont migré, essentiellement dans les populations frontalières des Etats du Punjab et du Sind⁷ qui sont divisés en deux. Il ressort de ce traumatisme un ressentiment très fort de spoliation et d'épuration ethnique et une sorte de sublimation de l'image de l'ennemi.

Dans les Etats princiers, le choix du pays de rattachement revenait aux maharadjah. De confession hindoue, Hari SINGH, maharadjah du Cachemire, pense pouvoir préserver l'autonomie politique et l'intégrité de son Etat à majorité musulmane. Sous la pression du soulèvement de la population de la région du Poonch soutenu par l'armée pakistanaise, il opte pour l'Inde le 28 octobre 1947 en échange de l'aide militaire de New Delhi. L'intervention des armées des deux pays provoque la première guerre indo-pakistanaise conduisant à une division du Cachemire sur la « ligne de contrôle », ligne de cessez-le-feu mettant fin au conflit le 1^{er} janvier 1949⁸. Une résolution des Nations Unies demande alors aux deux armées de se retirer pour permettre la tenue d'un plébiscite.

La fracture sanglante de la partition sur des critères religieux influe sur les relations entre les deux pays et les consciences nationales. Un véritable abcès subsiste au Cachemire, conflit territorial d'origine religieuse.

1.3. Les manifestations du conflit entre l'Inde et le Pakistan

Deux guerres ouvertes sont issues ou liées à la question du Cachemire. Depuis 1988, l'affrontement larvé a repris, relancé en 1999 jusqu'à influencer sur la politique intérieure des Etats, alors que la dimension religieuse prend de plus en plus d'importance dans les revendications des militants nationalistes.

1.3.1. Les guerres de 1965 et 1971

Ce conflit donne lieu à deux affrontements majeurs entre l'Inde et le Pakistan et constitue le facteur structurant des relations entre les deux Etats. Tirant parti de la défaite

⁶ Ibid

⁷ cf cartes de l'Inde et du Pakistan en annexes 1 et 2

indienne lors de la guerre sino-indienne de 1962 qui a conduit à l'occupation par la Chine d'une portion du Cachemire (l'Aksai Shin), le Pakistan déclenche les hostilités. Il est finalement défait, ayant sous-estimé le redressement opéré par l'armée indienne avec l'aide soviétique. La médiation soviétique à Douchanbe replace les deux Etats dans la situation initiale.

La domination des Punjabis sur l'armée, la vie économique et la politique au Pakistan et la non-reconnaissance de la langue bengalie créent des tensions entre Pakistan occidental et Pakistan oriental. Lors des élections libres de 1970, le Pakistan oriental se voit reconnaître son importance démographique et gagne 162 sièges au Parlement sur 300. La seule ligue Awami (Pakistan oriental) obtient 160 sièges contre 81 pour le parti du peuple de Z.A BHUTTO⁹. Inacceptable pour BHUTTO et les militaires, ce résultat conduit à une répression de grande ampleur par l'envoi massif de troupes punjabi au Pakistan oriental. Le Pakistan oriental proclame en réaction son indépendance le 25 mars 1971. La fuite de 10 millions de réfugiés vers son territoire et la possibilité de diviser et d'affaiblir le Pakistan amènent l'Inde à s'engager militairement aux côtés des Bengalis. La guerre prend fin le 15 décembre 1971 avec la défaite du Pakistan et l'indépendance du Bangladesh.

L'accord de Simla de 1972 fonde la position actuelle de l'Inde sur le dossier du Cachemire. Il stipule que tout différend bilatéral doit être réglé à ce niveau. L'Inde refuse donc l'internationalisation de la question du Cachemire et estime que la résolution de l'ONU suivant la partition est caduque. En effet, officiellement, les populations participent aux élections locales et nationales. En revanche, le Pakistan demande l'application de cette résolution qui stipule la consultation des populations. Ils récusent les arguments indiens en raison de l'abstention importante à chaque élection et des consignes de boycott données par les partis favorables à l'autonomie ou au rattachement au Pakistan¹⁰.

1.3.2. La reprise et l'islamisation du conflit du Cachemire

Après une période de stabilité, la question du Cachemire est à nouveau relancée à partir de 1988 par la reprise de l'insurrection anti-indienne par les militants favorables au Pakistan et aidés par lui. L'armée indienne renforce et durcit sa présence, au risque de provoquer une réaction de rejet de la part de la population. A partir de 1999, les infiltrations

⁸ cf carte des conflits et du Cachemire en annexes 3 et 4

⁹ BIDARD-REYDET Danielle, BLANC Jacques, BOYER André, DULAIT André, PLANCADE Jean-Pierre, VINCON Serge, « Inde-Pakistan, de la crise au dialogue », rapport d'information n°336 de la commission des Affaires étrangères du Sénat, Paris, juin 2002

¹⁰ Ibid

au delà de la ligne de contrôle de militants cachemiris soutenus par l'armée pakistanaise permettent à ceux-ci de s'emparer de positions montagneuses. La tentative de détente initiée en juillet 1998 par les premiers ministres pakistanais Nawaz SHARIF et indien A.B VAJPAYEE est éteinte. L'Inde réagit en engageant d'importants moyens. Condamné par la communauté internationale et soumis à la pression des Etats-Unis, le Pakistan est contraint de retirer ses troupes. Ce recul du pouvoir civil face aux pressions extérieures lors de la « crise de Kargil » est l'une des raisons du coup d'Etat militaire ayant porté le Général Pervez MUSHARRAF au pouvoir en octobre 1999. Depuis, les affrontements se poursuivent entre forces indiennes et militants pro-pakistanais, ainsi que périodiquement entre les forces armées des deux pays sur la ligne de contrôle.

Ce renouveau du conflit entre les deux pays a une signification particulière. En effet le caractère religieux du conflit est exacerbé. Sous influence de la guerre d'Afghanistan, les mouvements nationalistes cachemiris se lient aux moudjahidin afghans et aux partis musulmans extrémistes du pakistanais. Les forces indiennes sont donc confrontées à de véritables mouvements djihadistes islamistes. La revendication politique s'efface derrière la revendication religieuse.

Ainsi, le mouvement historique conduisant à la création de l'Inde et du Pakistan est porté par la relation entre deux communautés religieuses. L'une, musulmane, a progressivement dominé l'autre avant d'être évincée par le colonisateur, puis a pu faire valoir sa revendication d'autonomie. L'autre, hindoue, décidée à créer un grand Etat laïque et à recueillir l'héritage complet de la Grande-Bretagne, est confrontée au refus de l'autre de vivre minoritaire. Le drame de la partition trouve sa prolongation depuis 1947 dans le conflit territorial d'origine religieuse du Cachemire. Pourtant, depuis plus de cinquante ans, les deux Etats ont développé leur stratégie sur la scène internationale, suivant des logiques qui échappent au seul facteur religieux.

DEUXIEME PARTIE : LE ROLE DES MOTEURS SECULIERS

L'opposition entre l'Inde et le Pakistan est le résultat d'ambitions et de perceptions différentes. Jaswant SINGH, ministre des affaires étrangères de l'Inde après l'accession au pouvoir du Bharatiya Janata Party (BJP) en 1998 l'exprime ainsi : « NEHRU parlait de solidarité asiatique et de l'unité du Tiers-Monde, mais lorsqu'il s'agissait du Pakistan et d'autres pays environnants, il était singulièrement indifférent. Il était septique sur la capacité du Pakistan à durer, alors que ce Pakistan s'efforçait de se donner une identité complètement différente, non-indienne, purement islamique et ouest asiatique »¹¹. La partition étant concomitante à la division du monde en deux blocs, la guerre froide influence les stratégies des deux pays. Ayant comme référence principale le rapport de forces avec la Chine, la stratégie indienne s'inscrit dans une vision de puissance internationale et régionale en rapport avec la taille et le potentiel du pays, dépassant largement la relation avec le Pakistan mais saisissant néanmoins toute occasion de marginaliser et d'affaiblir ce rival. Au delà d'une volonté d'émerger comme puissance musulmane, le Pakistan a surtout en point de mire la puissance indienne par rapport à laquelle il se détermine. Ces stratégies se déclinent dans les stratégies nucléaires de ces deux pays.

2.1. La stratégie indienne : devenir une grande puissance mondiale

Pendant des années le dégoût de NEHRU pour le militarisme empêche l'apparition d'une réelle stratégie pour l'Inde indépendante¹². La doctrine de non-alignement passe progressivement de la neutralité à la capacité de l'Inde de choisir en fonction de ses intérêts. La stratégie indienne se crée pas à pas sous la pression des conflits successifs et des évolutions des relations internationales, et a pour objectif d'atteindre un statut de puissance internationale en suivant une démarche progressive. Il s'agit tout d'abord d'établir les menaces. Puis, dans une démarche élargie, le statut de puissance régionale peut être atteint par la stratégie maritime. Dès lors, par son potentiel démographique, géographique, économique et militaire, l'Inde doit être reconnue sur la scène internationale comme grande puissance mondiale. Cette volonté trouve sa raison profonde dans la rivalité avec la Chine, de dimensions et d'ambitions comparables à celles de l'Inde, et qui constitue la grande menace

¹¹ SINGH Jaswant, Défendre l'Inde, Economica, 2001 p55

¹² ibid

dans la perception indienne de sa sécurité. Cette stratégie globale est bien éloignée des considérations religieuses et du conflit Indo-Pakistanaï.

2.1.1. La perception indienne de ses intérêts n'est pas limitée au Pakistan

Abritant un sixième de la population mondiale, de superficie continentale, quatrième armée du monde en termes d'effectifs, l'Inde a des visions de sa sécurité plus larges que la seule frontière occidentale : « les frontières stratégiques de l'Inde résident où demeurent nos intérêts nationaux vitaux »¹³. Par le renforcement de son avance économique et militaire sur son voisin pakistanaï et adoptant une posture plus favorable face à la Chine, elle doit assurer son emprise régionale sur le sous-continent. Cette démarche lui permet alors d'établir un quasi-protectorat sur l'ensemble de ce sous-continent¹⁴. Le renforcement de la puissance passe tout d'abord par le développement économique, lui-même permis par l'acquisition d'une technologie autonome, et favorisant l'industrie de défense. La puissance économique est également facteur des ressources disponibles et la recherche d'approvisionnements en ressources naturelles (énergétiques notamment) est une des clefs du futur.

Ainsi, le conflit du Cachemire est aussi une lutte pour l'eau et le contrôle des affluents de l'Indus qui irrigue le Pakistan, et ce en dépit du traité sur le partage de l'eau. Il est une lutte pour le contrôle des glaciers du Siachen qui constituent une formidable réserve d'eau douce. Les projets indiens de barrages sont des sources potentielles de conflit, l'Inde ayant la capacité de retenir l'eau nécessaire à l'irrigation du Punjab et du Sind pakistanaï. À l'est, le Gange et le Brahmapoutre sont également des sources de préoccupations, cette fois-ci avec le Bangladesh.

Le deuxième axe est la réduction de l'écart avec la Chine. La défaite subie en 1962 lors de l'invasion chinoise continue de marquer les esprits, induisant un complexe de victime. Or la parité n'est atteinte qu'en matière démographique et l'Inde n'a actuellement pas les moyens de rattraper la Chine en termes militaires, par insuffisance de la croissance économique. Les contentieux sont nombreux et leur résolution semble éloignée : tracé des frontières, question du Tibet et de l'asile offert au Dalai Lama, influence chinoise en Asie du Sud (Myanmar), présence de navires de guerre chinois en Océan Indien, alliance de la Chine avec le Pakistan. Si des efforts de rapprochement sont entrepris, les militaires Indiens continuent de voir dans la Chine un adversaire potentiel dont il convient de se protéger.

¹³ *ibid*, p261

¹⁴ GUILLARD Olivier, La stratégie de l'Inde pour le XXIème siècle, *Economica*, 2000

L'Inde est en particulier attentive à ses frontières Nord qui sont d'un intérêt vital pour elle : Bhoutan, Népal¹⁵. En effet le soutien chinois au Pakistan, l'occupation du Tibet et de l'Aksai-Chin¹⁶, les relations de la Chine avec le Myanmar, le Sri Lanka, le Bangladesh et le Népal crédibilisent la vision de l'alliance de revers crainte par les Indiens. La prudence des experts indiens est confortée par un rapport chinois recommandant le redéploiement de missiles à moyenne et longue portée en direction de l'Inde suite aux essais nucléaires Indiens de mai 1998¹⁷. L'Inde s'est donc engagée dans une politique d'échanges d'Etat à Etat avec ses voisins.

Le troisième axe est l'ouverture progressive vers le Pacifique. A défaut d'être membre de l'Association of South East Asian Nations (ASEAN), l'Inde est partenaire de l'ASEAN Regional Forum (ARF), seule structure liant l'Océan Indien au Pacifique en termes de sécurité. La participation de l'Inde est intéressante pour les membres de l'ASEAN : l'influence, les ambitions et le pouvoir économique et culturel de la Chine inquiètent. Pour l'Inde, il peut s'agir d'une étape vers l'intégration désirée à L'Asia Pacific Economic Cooperation Forum (APEC).

Plus éloignée, l'Asie centrale est par ses richesses le point de rencontre des ambitions régionales et l'Inde n'y est pas absente. Un expert indien, S.Nambiar se demande d'ailleurs si un «nouveau grand jeu » n'est pas en train de se mettre en place¹⁸. L'Inde cherchera à trouver sa place, d'autant plus que l'Iran, le Pakistan et la Chine manifestent leur intérêt. La recherche de pétrole pour nourrir le développement économique est essentielle, en compétition notamment avec la Chine. Enfin, l'espace libre laissé à la disparition de l'empire soviétique n'est pas comblé, laissant cours aux trafics d'armes, de drogue, de clandestins et d'agitation musulmane, tous perçus comme une menace par l'Inde.

Dernier centre d'intérêt régional de l'Inde, les Etats du Golfe Persique ont toute leur place dans la politique étrangère indienne. Cet intérêt ne se concentre plus uniquement sur des considérations économiques mais tend à prendre des dimensions politiques, stratégiques et militaires. Ainsi, dans une déclaration conjointe des ministres des affaires étrangères à New Delhi le 8 avril 1999, « le Qatar et l'Inde se sont engagés à déployer tous les efforts nécessaires pour maintenir la stabilité et la tranquillité dans la région ». Cette démarche, en

¹⁵ « Il ne nous est pas nécessaire de disposer d'une alliance militaire avec le Népal...Mais le fait est que nous ne pourrions tolérer aucune invasion d'aucun pays étranger dans aucune partie du sous-continent. Toute invasion du Népal engagerait inévitablement la sécurité de l'Inde. » Jawaharlal NEHRU devant l'assemblée constituante le 17 mars 1950. In SINGH Jaswant, Défendre l'Inde, Economica, 2001 p63

¹⁶ cf cartes des conflits et du Pakistan en annexes 3 et 4

¹⁷ GUILLARD Olivier, La stratégie de l'Inde pour le XXIème siècle, Economica, 2000

¹⁸ ibid

rapprochant l'Inde d'Etats musulmans, permet de contrebalancer l'influence du Pakistan. Au delà du Golfe Persique, après avoir initialement refusé de le reconnaître, l'Inde entretient depuis 1990 des relations avec Israël, en particulier en matière d'industries d'armement, afin de diversifier ses sources d'approvisionnement.

Mais l'étude des ambitions régionales de l'Inde ne serait pas complète sans un éclairage sur la vision océanique.

2.1.2. Vers « l'Indian Lake » : être une puissance maritime

La démarche indienne en matière de stratégie maritime obéit à des considérations « laïques » classiques de puissance politique et militaire, sans accorder une priorité au Pakistan. L'influence du colonisateur britannique est très présente à deux niveaux dans l'approche des dirigeants indiens. C'est l'absence de puissance maritime autochtone qui a permis au colonisateur de prendre pied aux Indes. C'est la puissance maritime qui assure la sécurité des voies de communication de l'Inde. Or elle s'est trouvée et se trouve confrontée à la présence navale d'acteurs exogènes soucieux de protéger leurs lignes de communications vitales et d'assurer le contrôle des flux. Le déploiement d'un groupe aéronaval américain avec des armes nucléaires en mer d'Arabie pendant la guerre de 1971 a été un véritable traumatisme en Inde. L'absence de militaires étrangers sur le territoire indien ne s'applique pas aux espaces maritimes, et cette présence navale est contestée.

En effet, la perception indienne de sa zone d'influence ne se limite pas à l'Inde continentale et ses voisins immédiats. En effet l'espace indien a des prolongements océaniques et insulaires et s'étend des rivages orientaux de la mer d'Oman et du golfe du Bengale au Nord, jusqu'aux Mascareignes au Sud. La diaspora indienne est disséminée sur le pourtour de l'Océan Indien et joue un rôle important dans les Etats d'accueil, du Golfe Persique à l'Afrique du Sud, de l'Asie du Sud-Est à l'Australie. Influente, ces communautés traduisent l'ancienneté et l'enracinement de la présence indienne dans cette zone. Or, dans ce triangle océanique, l'Inde est la seule puissance majeure autochtone. Elle doit donc protéger elle-même sa principale voie de communication avec le monde, assurer la protection de sa diaspora, surveiller le golfe du Bengale et contrebalancer la menace navale pakistanaise en mer d'Arabie. La puissance ne peut être complète sans une capacité d'action océanique et donc le développement d'une marine de rang mondial.

Le premier objectif a été d'assurer la défense des 7000 kilomètres de côtes et du millier d'îles constituant la frontière maritime immédiate. Puis il s'est agi d'obtenir la

capacité d'effectuer des opérations de blocus voire de débarquement sur des côtes voisines. A partir des années 70, l'ambition est devenue plus vaste, le but recherché étant de pouvoir rivaliser avec les grandes marines présentes dans l'Océan Indien, à Diego Garcia ou à Djibouti et de jouer un véritable rôle. Ainsi en 1988, à la demande du gouvernement des Maldives, la marine indienne a permis de mettre en échec une tentative de coup d'Etat. Quoique bridé par les difficultés économiques qui freinent les ambitions de l'Inde de se doter à terme de trois porte-avions et de sous-marins nucléaires d'attaque, ce mouvement est bien réel et suscite l'attention de voisins éloignés de l'Inde tels que le Japon ou l'Australie. Par sa composition, la marine indienne est perçue avant tout comme une force de projection de puissance. Néanmoins, pour des raisons économiques, la revendication indienne d'établissement d'un « Indian Lake » reste encore plus un principe qu'une réalité, davantage un argument de la stratégie d'accès au rang de grande puissance mondiale que la manifestation d'un intérêt vital.

2.1.3. Acquérir un vrai statut de puissance mondiale

En effet, influente dans les ensembles régionaux, s'assurant par sa puissance maritime du leadership régional, il est alors possible pour l'Inde d'obtenir une stature internationale conforme à son potentiel. Cette reconnaissance constitue véritablement l'objectif de l'Inde. L'accès au statut de puissance nucléaire conforte et appuie cette résolution. Le Premier Ministre Indien A.B. VAJPAYEE déclare ainsi au Parlement Indien le 28 mai 1998 : « L'Inde est dès à présent un Etat possédant l'arme nucléaire. C'est une réalité qui ne peut être niée... C'est le dû de l'Inde, le droit d'un sixième de l'humanité ». Il s'agit d'obtenir un statut à la chinoise. Une partie de l'enjeu réside dans la possession par la Chine d'une place de membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU. L'Inde concentre ses efforts depuis plusieurs années pour obtenir une réforme de ce conseil de sécurité afin d'élargir le nombre et la représentation géographique de ses membres. Cela signifierait une juste reconnaissance de sa place de puissance mondiale écoutée et respectée.

L'Inde participe ainsi de plus en plus aux affaires internationales, par le biais des forums internationaux (OMC, FMI, APEC), par une visibilité de ses capacités balistiques et nucléaires, par une diplomatie de pavillon, par la présence dans l'espace et sa capacité à résister aux injonctions sur la scène internationale¹⁹. Dès lors l'Inde pourra chercher à rayonner et proposer son modèle et ses services. Néanmoins divers obstacles viennent ralentir

¹⁹ GUILLARD Olivier, La stratégie de l'Inde pour le XXIème siècle, Economica, 2000

ces ambitions, qu'il s'agisse de limites internes d'ordre politique ou économique, ou externes du fait des visions des membres du club restreint des grandes puissances reconnues. Le jeu des alliances fluctuantes influe: relations sino-américaines, sino-pakistanaïses, indo-russes, russo-américaines. La position américaine est centrale car elle a la capacité de faire une obstruction systématique aux visions de l'Inde par ses liens avec la Chine, ou par le relatif retour en grâce du Pakistan depuis le 11 septembre 2001.

Les ambitions politiques internationales indiennes sont à la mesure de la taille de ce pays. Elles visent certes un statut régional et international majeur, mais elles prennent également soin, en l'isolant, d'éviter les alliances de revers que peut se constituer le Pakistan. Or ces ambitions ne sont pas acceptables pour le Pakistan qui ne peut accepter une telle hégémonie de l'Inde.

2.2. La stratégie pakistanaïse : exister et s'opposer à l'Inde

Animé par ses propres desseins régionaux, par un désir de reconnaissance et d'influence dépassant le seul cadre du sous-continent indien, le Pakistan reste un voisin agressif et indocile, persuadé des visées indiennes sur son intégrité. En conséquence, la détermination par rapport à l'Inde est essentielle, dans l'optique du conflit opposant les deux pays et amplifié par les rivalités sur la scène internationale. S'il cherche des alliances permettant de contrebalancer la puissance indienne, le Pakistan tente également de développer sa propre stratégie d'influence, stratégie néanmoins remise en cause depuis les attentats du 11 septembre 2001 et l'engagement direct des Etats-Unis.

2.2.1. Une rivalité démultipliée par les frictions internationales

Le Cachemire cristallise l'opposition entre l'Inde et le Pakistan : la lutte initiale fut certes d'origine confessionnelle, mais le contentieux concerna aussi les biens fonciers des réfugiés, le partage des réserves financières et des eaux de l'Indus. La friction porte maintenant aussi sur le partage des ressources en eau du Siachen ou de la rivière Tulbul. Néanmoins la volonté pakistanaïse de contrer l'Inde ne s'explique pas uniquement par l'opposition issue de la fracture de la partition.

Le ressort de l'animosité est plus profond et remonte aux premiers balbutiements des nationalismes indiens décrits plus haut. La théorie des deux nations exposée à Lahore en 1940 par Ali JINNAH, père de la nation pakistanaise a été contrebattue par les tenants d'un Inde laïque et unie qui affirmaient qu'il était possible de s'entendre. Or si JINNAH pensait qu'une fois séparés, les deux pays cohabiteraient pacifiquement, les dirigeants indiens dont NEHRU en particulier pensaient que la construction étatique pakistanaise n'était que provisoire. Il en a résulté un sentiment qui reste profondément ancré au Pakistan, celui de la non-acceptation de la partition par l'Inde. En conséquence, le Pakistan n'a trouvé depuis l'indépendance ni la paix ni la liberté d'esprit permettant d'oublier le voisin indien. La contestation indienne de la logique de la partition est vécue comme une contestation de la partition elle-même. L'Inde y est toujours soupçonnée, voire ouvertement accusée, de vouloir effacer celle-ci, soit en réabsorbant le Pakistan, soit en le détruisant comme entité étatique et nationale²⁰. Ce sentiment d'insécurité prévaut, lié certes à l'origine religieuse de la partition et aux renforcements des sentiments religieux nationaux dans les deux pays et dont il sera fait état plus loin, mais prenant également une dimension inter-étatique s'inscrivant dans les champs de forces des relations internationales.

Dès le début de la vie de chacun des Etats, la partition a coïncidé avec les débuts de la guerre froide entre les deux super-puissances américaine et soviétique et l'avènement d'un pouvoir communiste en Chine. Si les deux géants semblent avoir manifesté une certaine neutralité vis à vis du conflit indo-pakistanaise, ils n'en ont pas moins inclus ces deux pays dans leurs jeux d'alliances. Si l'Inde a choisit une voie de non-alignement compatible avec sa taille, elle a profité pendant de longues années de ses bonnes relations avec l'Union Soviétique, en particulier dans le cadre de l'hostilité partagée envers la Chine. Le Pakistan s'est donc trouvé dans une position opposée et a été un pion important de l'échiquier américain de la stratégie de « containment » de l'Union Soviétique. Il adhère ainsi à l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) en septembre 1954 et au pacte de Bagdad en février 1955, et ce dès la création de ces alliances.

Internationalisés, les problèmes du sous-continent prennent des dimensions disproportionnées. Ainsi, lors de la troisième guerre indo-pakistanaise en 1971, les Etats-Unis déploient en soutien du Pakistan un groupe aéronaval capable de délivrer des armements nucléaires, après avoir fait pression en vain sur la Chine pour qu'elle s'engage contre une Inde amie de l'URSS. Ce groupe naval américain était lui-même suivi par un groupe

²⁰ RACINE Jean-Luc, Le syndrome Indien. Entre Cachemire et nucléaire, in JAFFRELOT Christophe, (dir.) Le Pakistan, carrefour de tensions régionales, Editions Complexe, 1999

soviétique. Le Pakistan constitue l'allié précieux et incontournable des Etats-Unis dans leur appui aux mouvements afghans en lutte contre l'occupant soviétique à partir de l'invasion de 1980. Cependant le « Pays de Pours » ne se contente pas d'être un pion des affrontements entre les grands.

2.2.2. Contrer l'Inde par le jeu des alliances

En effet, le Pakistan saisit ainsi toute occasion se présentant sur la scène internationale pour renforcer ses alliances dans le but de pouvoir contrer l'Inde. En mars 1963, il conclut un accord frontalier avec la Chine, signe d'un rapprochement significatif quelques mois après la défaite indienne face à la Chine. Fort de cette alliance, le Pakistan attaque l'Inde en 1965 et échoue, ayant sous-estimé le redressement indien appuyé par l'Union Soviétique. Cette alliance avec la Chine reste un axe majeur de la politique pakistanaise, la rivalité sino-indienne ayant été perçue comme une opportunité à saisir, en particulier pour obtenir un appui à la constitution d'un armement nucléaire.

Dans la même optique, le Pakistan profite de la lutte des Afghans contre l'occupant soviétique. En s'engageant ainsi franchement aux côtés des Etats-Unis contre « l'ami » de l'Inde, le Pakistan du général ZIA UL-HAQ protège en fait efficacement sa frontière est. Cette protection est obtenue par la neutralisation diplomatique de l'Inde, tiraillée entre ses liens avec l'URSS et son désir de rester parfaitement maître de sa politique. Elle se manifeste également par les retombées financières et militaires reçues en contrepartie de l'aide apportée aux Etats-Unis. Les matériels d'armement transférés et la tolérance américaine en matière de non-prolifération vont permettre jusqu'en 1992 au Pakistan de moderniser son appareil militaire pour rattraper partiellement l'Inde, et de développer son programme nucléaire.

La stratégie pakistanaise d'opposition à l'Inde se développe également en Asie centrale. Elle s'établit pour devancer ou contrer les ambitions indiennes. Si l'Inde voit dans ces nouveaux pays des alliés potentiels du rival et dont il convient de les éloigner, le Pakistan quant à lui les considère comme un arrière pays potentiel susceptible de modifier les équilibres stratégiques régionaux en sa faveur. Libérée de la tutelle soviétique, totalement enclavée, riche de nombreuses ressources naturelles (pétrole, gaz, or, uranium...) mais incapable de les exploiter seule, l'Asie centrale fait l'objet de nombreuses convoitises. Se percevant comme un pont entre l'Asie Centrale et l'Océan Indien, soucieux de ses approvisionnements énergétiques, le Pakistan cherche à resserrer ses liens avec des républiques à population majoritairement musulmanes. Si l'Inde estime que ces pays doivent

entamer un processus démocratique de laïcisation et de lutte contre les extrémismes religieux, le Pakistan mise sur une identité islamique commune créant une communauté d'intérêts.

2.2.3. Développer sa propre sphère d'influence en Asie Centrale

Par les actions menées en Afghanistan du temps de l'invasion soviétique et dans leur prolongement, le Pakistan a donc tenté de se créer sa propre sphère d'influence en Asie centrale. Cette volonté suppose néanmoins le franchissement de deux obstacles, obstacles issus de l'histoire et du colonisateur britannique, l'Iran et l'Afghanistan.

L'Iran a en effet toujours manifesté un intérêt certain pour la région, l'Indus étant même considéré par certains comme la frontière naturelle du monde perse. s'il existe un contentieux « pachtoune » avec l'Afghanistan, il n'existe néanmoins pas de véritable contentieux « baloutche » avec l'Iran, même si ces populations vivent à cheval sur la frontière. La ligne GOLDSMID tracée par les britanniques en 1871 attribua une partie de la zone de peuplement baloutche à la Perse, puis la ligne DURAND en 1893 en attribua une petite partie à l'Afghanistan. A l'indépendance, le souverain baloutche de l'Etat de Kalat opte pour l'indépendance et sa résistance est rapidement brisée par l'armée pakistanaise. Un mouvement national se crée et se développe jusqu'à emporter les élections provinciales en 1972. Or le Balouchistan pakistanais représente 3% de la population mais 42% du territoire total du Pakistan. La répression politique du gouvernement central se transforme en véritable conflit interne armé . L'Iran du Shah, craignant une extension du conflit sur son territoire, encourage et aide l'armée pakistanaise à briser la résistance des nationalistes soutenus par l'Afghanistan de DAOUD. A son accession au pouvoir, le général ZIA UL-HAQ apaise les tensions en libérant un espace politique aux leaders Baloutches. Malgré leurs liens étroits avec les Etats-Unis, les relations entre le Pakistan et l'Iran restent correctes après la révolution et la prise de pouvoir de l'ayatollah KHOMEYNI. La sympathie des Baloutches pakistanais va à l'Iran dans sa guerre avec l'Irak. En guise de « contrepartie », le Pakistan joue un rôle d'intermédiaire permettant à l'Iran de se procurer de l'armement des armes chinoises vont ainsi transiter par le Pakistan. Pourtant cette relation avec l'Iran se tend progressivement sur la question afghane.

La stabilité en Afghanistan constitue le principal élément de la stratégie pakistanaise en Asie centrale, car elle permet l'accès aux ressources énergétiques et est un gage international de l'influence du Pakistan. L'idée de rétablir des liens remonte à l'époque du général ZIA UL-HAQ : depuis la partition, le Pakistan s'est efforcé de protéger sa frontière

afghane, également définie par la ligne « MORTIMER-DURAND établie du temps du « Grand Jeu » entre la Russie et la Grande-Bretagne. En effet, depuis 1893, les tribus pachtoues vivent à cheval sur la frontière. De plus, l'Inde et l'Afghanistan ont conclu en 1947 une alliance de revers plaçant le Pakistan dans un étai. Ces facteurs de discorde entraînent même une rupture des relations diplomatiques entre les deux pays en 1961. Elles sont à nouveau au centre des préoccupations en 1973 avec l'accession au pouvoir à Kaboul de DAOUD, partisan de la création d'un Pachtounistan, au moment où les crispations nationalistes se développent au Pakistan sous le régime de Zulfikar Ali BHUTTO. La création d'un Pachtounistan sous influence afghane aurait privé le Pakistan d'une grande partie de son territoire, le contraignant à se battre sur deux fronts dans l'éventualité d'un conflit avec l'Inde.

L'invasion soviétique a pour effet de resserrer un peu plus l'étai, l'Union soviétique ayant des liens évidents avec l'Inde. Les services secrets pakistanais (l'Inter Service Intelligence ou ISI) structurent la résistance afghane autour de sept partis dont quatre islamistes déjà basés au Pakistan depuis 1975²¹. Isolé puis point de passage obligé de l'aide occidentale, le Pakistan protège ainsi sa frontière avec l'Inde, ce qui reste sa préoccupation majeure. Le retrait de l'Armée Rouge change la donne, mais le Pakistan conserve les options ouvertes. Initialement, alors qu'il a la capacité de favoriser la prise de pouvoir à Kaboul d'une faction de son choix, il maintient le chaos en soutenant les chefs de guerre locaux pour éviter la résurgence d'un Afghanistan fort et donc menaçant. A partir de 1991, cette politique somme toute défensive apparaît en contradiction avec les objectifs d'accès à l'Asie centrale. En effet, l'assistance américaine économique et militaire américaine prend fin en 1992. Le contrôle des armements et la non-prolifération nucléaire redeviennent des priorités des Etats-Unis, alors que l'effondrement de l'Union Soviétique ouvre un espace en Asie Centrale.

Plusieurs motivations « séculières » guident le Pakistan dans sa recherche d'influence en Asie Centrale : relever le défi énergétique, conserver les liens fructueux avec les Etats-Unis en se posant en intermédiaire indispensable, empêcher l'Inde de prendre une place, et s'ouvrir des débouchés. L'enjeu énergétique est de taille. Disposant de ressources en gaz mais non de pétrole qui représente 42,7% de sa consommation énergétique totale en 1998²², le Pakistan doit recourir à des importations substantielles. Un approvisionnement en Asie Centrale serait intéressant à plusieurs titres. Il satisferait aux besoins énergétiques. Il serait

²¹ GRARE Frédéric, Désillusions centre-asiatiques, déconvenues afghanes in JAFFRELOT Christophe (dir.), Le Pakistan, carrefour de tensions régionales, Editions Complexe 1999

l'occasion de construire en association avec la compagnie américaine UNOCAL un double pipeline pour l'acheminement du gaz et du pétrole turkmène via l'Afghanistan vers le Pakistan et le reste du monde dont l'Inde et l'extrême Orient. Par le consortium CENTGAS, le Pakistan pourrait donc devenir la voie de transit des hydrocarbures des pays d'Asie Centrale vers les Etats-Unis. En contrepartie d'un accès à la mer, ces pays constitueraient des marchés potentiels pour les produits pakistanais. Une influence naturelle du Pakistan en aurait découlé avec une interdépendance économique bénéfique au développement de toutes les parties prenantes.

Les espoirs économiques ont été déçus pour trois raisons. La très faible croissance de l'économie de ces nouvelles républiques et la faiblesse financière du Pakistan ont limité les échanges. Créée en 1985, l'Organisation de Coopération Economique (OCE) rassemble Iran, Pakistan et Turquie et semble une institution pouvant contribuer au développement de ses membres, après son extension en 1992 aux six républiques musulmanes d'ex-URSS. Mais, contrairement aux espoirs pakistanais, ces pays n'avaient nullement le désir de rejoindre une coalition anti-indienne²³. Enfin, inquiets des évolutions de l'Afghanistan passé sous régime des Taliban, ces Etats ont pris leurs distances avec un Pakistan dont les partis activistes islamiques représentent un caractère dangereux.

2.2.4. Le soutien aux Talibans et la remise en cause post 11 septembre 2001

L'ouverture du passage aux hydrocarbures passe par l'Afghanistan et donc par un gouvernement afghan solidement assis et favorable. Jusqu'en 1994, le Pakistan ne réussit pas à permettre la constitution d'un gouvernement stable de réconciliation nationale en Afghanistan. Les accords d'Islamabad, de Peshawar et de Jalalabad restent lettres mortes et le régime du président RABBANI qui a succédé à Kaboul au pro-soviétique NAJIBULLAH finit par devenir le principal opposant du Pakistan et de ses projets. Il s'agit dès lors de le renverser par Gulbuddin HEKMATYAR, sans succès. Incapables de prendre Kaboul, devenus encombrants, lui et son parti Hezb-i-Islami à dominante pachtoune sont remplacés par un autre groupe à dominante pachtoune. Le Pakistan reporte donc son soutien sur le mouvement Taliban, mouvement qu'il a probablement aidé à se créer. Issu du mécontentement populaire consécutif à l'anarchie régnant sur la majeure partie du territoire afghan et à l'absence de

²² GRARE Frédéric, Désillusions centre-asiatiques, déconvenues afghanes, in JAFFRELOT Christophe (dir.) Le Pakistan, carrefour de tensions régionales, Editions Complexe 1999

représentation pachtoune à Kaboul, il se développe rapidement, soutenu et en partie contrôlé ou manipulé par les services pakistanais. Les Talibans prennent Kandahar en 1994 puis Kaboul en 1996. Dans les jours qui suivent la prise de Kaboul, les diplomates pakistanais tentent de rassurer les capitales d'Asie centrale tout en s'efforçant de promouvoir un rapprochement entre les Talibans et leurs opposants.

Or ces démarches échouent. Par crainte de la contagion islamiste, la Russie et l'Ouzbékistan intensifient leur soutien à l'alliance anti-taliban qui deviendra plus tard l'alliance du nord. En réaction à la prise de Kaboul, un sommet est organisé en Iran fin octobre 1997 : il rassemble Chine, Russie, Turquie, Iran, Tadjikistan, Turkménistan, Kirghizstan, OSCE, ONU, et l'Organisation de la Conférence Islamique. Le Pakistan s'abstient et se retrouve particulièrement isolé. Ayant presque totalement conquis l'Afghanistan à l'été 1998, les Talibans n'ont plus que le commandant MASSOUD comme adversaire. La stabilisation d'un Afghanistan allié du Pakistan semble en bonne voie, ouvrant des perspectives de transit pétrolier.

Pourtant des intérêts divergents viennent enrayer cette logique. Percevant le soutien des Pakistanais aux Talibans comme une volonté du Pakistan, des Etats-Unis et de l'Arabie Saoudite de l'isoler encore davantage, l'Iran apporte son soutien à l'alliance du Nord. De son côté, craignant à la fois de voir s'installer en Asie Centrale des organisations islamistes basées en Afghanistan ou au Pakistan et de se voir exclure des projets pétroliers, la Russie n'entend pas abandonner son rôle et cherche à réintégrer les économies des Etats de la région dans l'ensemble russe. Il s'agit d'empêcher les Etats-Unis de prendre une influence économique puis politique semblable à celle qu'ils exercent dans le Golfe Persique. La Russie soutient donc également l'Alliance du Nord.

Le Pakistan voit de plus son « allié » américain s'éloigner progressivement. Tout d'abord, le projet de pipeline pakistanais n'est pas le seul projet. Certains cercles influents aux Etats-Unis recommandent plutôt une normalisation des relations avec l'Iran qui est la voie la plus logique pour l'exportation. L'Inde, malgré les tensions liées aux essais nucléaires, apparaît comme un centre d'intérêt pour les investisseurs. Enfin, la construction des pipelines par le consortium CENTGAS suppose la présence à Kaboul d'un gouvernement reconnu par la communauté internationale. Or engagés dans la prévention du terrorisme, la lutte contre les trafics de drogue et promoteurs du modèle démocratique occidental, les Etats-Unis ne peuvent reconnaître le gouvernement des Talibans. Ce refus est clairement exprimé en février 1998

²³ GRARE Frédéric, Désillusions centre-asiatiques, déconvenues afghanes, in JAFFRELOT Christophe (dir) Le Pakistan, carrefour de tensions régionales, Editions Complexe 1999

par Madeleine ALLBRIGHT, Secrétaire d'Etat, lors d'une visite au Pakistan. Cette position va clairement à l'encontre des intérêts pakistanais. Un coup d'arrêt définitif est porté par les bombardements américains des camps de moudjahidines en représailles des attentats contre les ambassades de Nairobi et de Dar es Salam en 1998. La compagnie UNOCAL suspend donc toutes ses activités en Afghanistan.

Les Talibans finissent en définitive par se montrer particulièrement gênants pour le Pakistan. Ils abritent de nombreux camps d'entraînement d'extrémistes islamistes de toutes nationalités et accueillent le milliardaire saoudien Oussama BEN LADEN commanditaire des attentats particulièrement meurtriers aux Etats-Unis en septembre 2001. Devant la détermination américaine d'éradiquer les mouvements terroristes basés en Afghanistan et de renverser le régime Taliban, le Général MUSHARRAF apporte son soutien aux Etats-Unis et à leurs opérations militaires en Afghanistan. Il doit ainsi limoger certains hauts gradés de l'ISI, cheville ouvrière du soutien aux Talibans.

Pourtant, cette volonté quasi constante de satisfaire aux intérêts politiques et économiques du Pakistan par l'alliance américaine se heurte à une contestation populaire violente. En effet, issu d'une partition à caractère religieuse, le Pakistan est prisonnier de cette identité musulmane fondement de son indépendance. C'est au nom de l'Islam que la position du gouvernement pakistanais est contestée et que BEN LADEN est acclamé. Car l'identité pakistanaise, comme l'identité indienne, reposent plus qu'avant sur l'appartenance religieuse. L'ambivalence de la politique étrangère du Pakistan se trouve résumée ici, tiraillée entre un jeu d'alliances tout à fait classique et la revendication islamique.

Les grandes lignes de la politique pakistanaise se retrouvent dans la conception de la puissance nucléaire, arme anti-indienne et bombe musulmane.

2.3. L'asymétrie dans la perception de la puissance nucléaire

Ces stratégies globales opposées s'expriment dans la stratégie nucléaire de chacun de ces Etats. Si le Pakistan regarde vers l'Inde dans une vision plus régionale, l'Inde se détermine par rapport à la Chine et raisonne à une échelle planétaire. La quête de puissance atomique est bien antérieure aux quelques années ayant précédé les essais officiels de mai 1998. Elle a été une véritable obsession de la part de chacun de ces Etats, justifiant le mot du premier ministre pakistanais Z.A BHUTTO : « quand bien même les Pakistanais en seraient

réduits à manger de l'herbe » pour financer le programme nucléaire. Elle donne au conflit entre les deux Etats une résonance toute particulière.

2.3.1. La vision indienne

La capacité nucléaire indienne n'est pas soudainement apparue en mai 1998. Certes, jusqu'au début des années 1960, l'Inde a été un partisan convaincu du désarmement et de la lutte contre la prolifération. La défaite de 1962 puis l'accession de la Chine à la puissance nucléaire modifient radicalement la perception indienne. Depuis 1974, l'Inde est en effet une puissance nucléaire officieuse, résultat d'une longue quête en réaction aux essais nucléaires chinois de 1964²⁴. Si l'arme nucléaire donne un avantage à l'Inde dans sa confrontation avec le Pakistan, elle est avant tout une réponse à la Chine, sous réserve qu'elle puisse se doter des missiles balistiques nécessaires.

En effet, le cœur économique, politique et démographique de l'Inde se trouve au nord du pays (grandes villes), alors que les centres vitaux chinois se trouvent au nord-est du pays. La nouveauté de 1998 est la démonstration technique effectuée par la simultanéité de trois essais. Dans un discours devant le parlement indien le 8 juin 1998, le Premier Ministre A.B. VAJPAYEE affirme que la seule motivation de l'Inde pour développer et acquérir un armement nucléaire est la capacité de dissuasion offerte et envisage une déclaration de non emploi en premier. Il différencie la capacité de dissuasion (war deterring nuclear weapon capability) et la capacité en armement nucléaire de combat (war fighting nuclear weapon capability), dont l'Inde n'envisage l'emploi qu'à titre de représailles.

Dès lors, les éléments de doctrine nucléaire indienne sont les suivants. Tout d'abord, il s'agit d'une dissuasion de riposte (deterrence cum retaliation) avec une offre de non-utilisation en premier (no-first use). Ensuite, en affichant un objectif de dissuasion minimale, l'Inde ne cherche pas à se lancer dans une course aux armements. Les objectifs pourraient être en particulier d'encourager le désarmement nucléaire global par étape, de rendre invulnérable son arsenal nucléaire à une frappe préemptive venant du Pakistan ou de la Chine, d'avoir un système de commandement et de contrôle cohérent et fiable, tout en mettant cette doctrine en synergie avec la diplomatie indienne, et enfin de conserver la capacité économique permettant le maintien d'un niveau élevé de dépenses militaires.

²⁴ BIDARD-REYDET Danielle, BLANC Jacques, BOYER André, DULAIT André, PLANCADE Jean-Pierre, VINCON Serge, « Inde-Pakistan, de la crise au dialogue », rapport d'information n°336 de la commission des Affaires étrangères du Sénat, Paris, juin 2002

L'objectif n'est donc pas uniquement le Pakistan, mais surtout de se hisser au niveau de la Chine²⁵, et par la même de revendiquer un siège de membre permanent au conseil de sécurité des Nations Unies. Pour cette raison, l'Inde souhaite donc se doter d'une capacité complète : sous-marins lanceurs d'engins, bombardiers, missiles, au même titre que la Chine. Or la Chine se fixe elle-même les Etats-Unis en point de mise, ce qui laisse augurer une poursuite du développement des armes nucléaires indiennes.

2.3.2 La vision pakistanaise

Avec quelque 160 millions d'habitants, le Pakistan est certes bien moins peuplé que l'Inde et son quasi milliard d'habitants. Cette dissymétrie a été renforcée depuis la sécession du Bangladesh. Compensant cette faiblesse par la recherche de puissants alliés comme la Chine et les Etats-Unis, le Pakistan veut rattraper l'Inde. Mais la dissymétrie demeure, en termes d'effectifs, d'équipements et surtout de profondeur stratégique. Si l'essai chinois de 1964 a lancé l'Inde sur la voie du nucléaire, alors l'essai indien de 1974 lance le Pakistan sur la même voie.

La bombe pakistanaise s'inscrit pleinement dans la rivalité avec l'Inde, le programme nucléaire est essentiellement un programme militaire. De plus, il prend une dimension politique : l'idée est d'offrir au monde musulman une « bombe islamique » qui assurerait au Pakistan une place de leader de cette partie du monde, assurant à celui-ci une revanche sur l'occident grâce au parapluie nucléaire pakistanaise. La capacité officielle est établie sous ZIA UL-HAQ, après lancement du programme par Z.A BHUTTO.

L'aide chinoise a probablement été déterminante, ainsi que l'aide nord-coréenne pour les missiles balistiques. Les six essais des 28 et 30 mai 1998 officialisent l'accès du Pakistan au statut de puissance nucléaire. Le Pakistan devient ainsi le premier Etat musulman nucléarisé, ayant établi un équilibre de la terreur avec son voisin Indien, et alors même qu'il est soumis à des pressions américaines, en particulier pour cesser son soutien aux Talibans.

L'objectif du Pakistan est de pouvoir se déterminer à égalité avec l'Inde et de pouvoir entretenir de véritables rapports de réciprocité. Une telle égalité suppose une parité de l'arsenal nucléaire et donc la poursuite des efforts entrepris. Le pôle indien est en effet central dans la stratégie nucléaire pakistanaise. Un axe Etats-Unis – Chine - Pakistan s'est opposé à l'axe URSS – Inde, dans lequel chacun des protagonistes trouve un intérêt à divers degrés.

²⁵ GUILLARD Olivier, La stratégie de l'Inde pour le XXIème siècle, Economica, 2000

Pourtant, le soutien pakistanais aux Talibans remet quelque peu la donne en perspective. Il s'agit d 'apparaître en pays modéré, surtout après les attentats du 11 septembre.

2.3.3 Un emploi impossible ?

S'agit-il alors d'une nouvelle guerre froide, d'un nouvel équilibre de la terreur entre deux Etats ? La crise de Kargil en 1999 a pu faire craindre le pire ; pourtant, les deux pays se sont affrontés conventionnellement, mais non de manière frontale, le Pakistan agissant par le biais de militants cachemiris. La volonté d'éviter l'escalade est manifeste. La situation géographique des deux pays est différente. En effet le Pakistan ne dispose pas de profondeur stratégique, ses zones vitales (Karachi, Islamabad, Lahore) sont proches de la frontière, et il est en infériorité conventionnelle par rapport à l'Inde. Il pourrait donc être rapidement acculé à recourir à l'arme nucléaire, en sur-réaction d'une possible attaque indienne, ou préventivement pour compenser ses handicaps et anticiper une possible destruction de son arsenal. L'Inde, elle, pourrait être enclin à frapper en premier pour se garantir la sécurité lors d'une attaque conventionnelle²⁶.

En conséquence, devant ces risques, un timide dialogue a existé sur la question nucléaire. Dès 1992, des échanges de listes d 'installations nucléaires ont lieu, suivis d'un accord d'information sur les mouvements de troupes et les vols militaires frontaliers et d'une dénonciation commune des armes chimiques. Pourtant la proposition pakistanaise de non-nucléarisation de l'Asie du Sud, formulée dès 1991, a toujours été refusée par l'Inde qui n'accepte pas l'idée d'une conférence internationale regroupant des grandes puissances nucléaires extérieures à la région. A l'inverse, en 1998, le Pakistan refuse la proposition indienne de s'engager à ne pas utiliser l'arme nucléaire en premier. Ce serait pour lui perdre l'avantage donné par la dissuasion et retourner à la dissymétrie conventionnelle.

Quatre hypothèses sont donc à considérer²⁷. La première est celle d'une destruction mutuelle assurée, en raison de la proximité des deux capitales, 600 km, et de la proximité encore plus grande de Lahore et d'Amritsar, hauts lieux des deux Pendjab et séparés par seulement 100 km. Les Haft 2 de 280 km de portée et les essais de Ghauri de 1500 km

²⁶ BIDARD-REYDET Danielle, BLANC Jacques, BOYER André, DULAIT André, PLANCADE Jean-Pierre, VINCON Serge, « Inde-Pakistan, de la crise au dialogue », rapport d'information n°336 de la commission des Affaires étrangères du Sénat, Paris, juin 2002

permettent une telle hypothèse. Il s'agit néanmoins de bâtir toute la technologie et l'infrastructure de commandement pour pouvoir gérer l'arme nucléaire. Une deuxième option est qu'un tel conflit soit impossible, mais qu'il y ait un accident, ou une prolifération pour des raisons financières ou idéologiques, l'arme nucléaire tombant aux mains de terroristes ou de régimes non démocratiques. Il reste ensuite la possibilité que le nucléaire jouant son rôle dissuasif, la guerre par procuration se poursuive, guerre d'attentats, de guérilla et de mouvements sans escalade véritable, pilotée par les services secrets. L'Inde accuserait alors le Pakistan de fomenter des troubles au Cachemire, le Pakistan accusant l'Inde de fomenter des troubles au Sind et au Punjab. La dernière hypothèse est que le nucléaire, en figeant les rapports de puissances, ne contraigne finalement les belligérants ou protagonistes à négocier une véritable paix.

Les conséquences internationales sont importantes. Le risque de prolifération est non négligeable, la Chine cherchant à tenir tête aux Etats-Unis, l'Inde à la Chine, le Pakistan à l'Inde et l'Iran cherchera probablement à pouvoir contrer le Pakistan. L'adhésion de l'Inde et du Pakistan au TICE (interdiction des essais) et au TNP (non-prolifération) ne peut se faire unilatéralement, chaque pays surveillant l'autre. Il est donc probable que le statu quo durera encore un certain temps.

Le facteur religieux semble donc s'estomper dans l'entremêlement des considérations géopolitiques classiques et des jeux d'alliances. Ces considérations prennent le devant de la scène, renvoyant apparemment les causes profondes de l'antagonisme indo-pakistanaï au second plan derrière les rapports de puissances entre deux grands Etats dotés de l'arme nucléaire. Pourtant, cet antagonisme continue de se nourrir et de se développer, non pas seulement par une dynamique laïque de politique étrangère, mais parce que la racine même des identités nationales se nourrit de l'appartenance à des religions antagonistes.

²⁷ RACINE Jean-Luc, Le syndrome Indien. Entre Cachemire et nucléaire, in JAFFRELOT Christophe (dir) Le Pakistan, carrefour de tensions régionales, Editions Complexe, 1999

TROISIEME PARTIE : LA RELIGION, FACTEUR CLEF D 'IDENTITE NATIONALE

En effet, comment qualifier chacune de ces deux nations ? Les considérations linguistiques, ethniques ou géographiques n'expliquent pas et ne justifient pas les deux nations, ni même les considérations d'ordre politique au sens occidental du terme. C'est bien la religion, instrumentalisée ou non, qui fonde plus ou moins consciemment ou volontairement les identités nationales et donc par conséquence directe ou indirecte les politiques des Etats.

3.1. Identité pakistanaise ou identité musulmane ?

Le Pakistan se construit dès l'origine par une opposition à l'Inde et à l'Etat Indien. Sa nature est donc sujette à interrogation : est-il l'Etat des Musulmans de l'ancien empire des Indes et donc un Etat - Nation cherchant à réduire sa diversité ethnique sous l'unité religieuse, ou bien est-il véritablement un Etat islamique ? Au départ Etat des musulmans de l'ancien Empire des Indes, il n'inclut qu'une partie de ces musulmans, avec seulement un tiers des fidèles du sous-continent indien. Loin d'être homogène, il est en fait extrêmement divers dans sa composition ethnique et surtout religieuse par la diversité des confessions musulmanes. Pour des raisons de cohésion interne et vis à vis de l'extérieur, il est donc tentant d'utiliser l'Islam comme facteur de rassemblement, sous réserve cependant que cet islam fédérateur soit celui de la faction dominante. Le facteur religieux occupe donc une place centrale dans l'Etat et l'Armée. Il se nourrit du sentiment anti-hindou et contribue lui même en retour à le nourrir.

3.1.1. La diversité ethnique et religieuse est source de conflits internes

Pourtant créé par Ali JINNAH pour rassembler les musulmans de l'empire des Indes, le Pakistan n'a pas connu la stabilité que l'on aurait pu attendre d'un Etat apparemment homogène et soudé par une volonté et une destinée communes. Mort en 1948, Ali JINNAH n'a pu asseoir le régime et mettre en place une ligne et une pratique politique. Liaquat Ali Khan, son successeur, est assassiné en 1951. Les régimes militaires d'AYUB KHAN (1958-1969), YAHYA KHAN (1969-1971) et ZIA UL-HAQ (1977-1988) marquent les années suivant l'indépendance, le général ZIA faisant pendre son prédécesseur Zulfikar Ali

BHUTTO, lui même artisan de la répression au Bengale ayant abouti à la sécession du Bangladesh. Cette instabilité politique est la traduction visible d'une autre instabilité plus profonde, celle d'un pays divisé par ses ethnies et ses confessions musulmanes. L'unité géographique du Pakistan n'est pas évidente.

Six groupes ethniques principaux constituent la population pakistanaise. Ayant des membres de leur ethnie en Iran et en Afghanistan, les Baloutches (5% de la population) sont installés sur près de 40% du territoire et sont intégrés depuis peu, après les troubles sanglants de 1973. A cheval sur le Pakistan et l'Afghanistan, les quelques 7 millions de Pathans sont établis dans les zones tribales ou dans des zones sous contrôle pakistanais. Les Cachemiris sont une communauté de 4 millions de personnes. Les Punjabis représentent 56% de la population, ont joué un rôle important dans la constitution de l'Etat et sont très présents dans la fonction publique et dans l'armée. Ils sont sur-représentés au sein de l'armée, et ce dès avant même l'indépendance, les britanniques ayant toujours considéré qu'il s'agissait d'une race martiale. Ils exercent également une domination politique et économique, en particulier en raison du meilleur niveau d'éducation. Ce poids du Punjab est contesté en raison de la domination qu'ils exercent depuis la sécession du Bangladesh et le sentiment anti-punjabi est très répandu au Pakistan. Il est même une composante de l'identité politique des Sindhis et Mohajirs²⁸..

Les Sindhis (23%) sont bien ralliés à l'idée pakistanaise tout en conservant leur identité, mais se sentent menacés par les Mohajirs. Ces Mohajirs constituent une catégorie particulière. Ayant fui leurs terres au moment de la partition, ils se sont installés dans le nouveau Pakistan, et ont récupéré les terres et avoirs des Hindous du Pakistan ayant émigré en Inde. Ils jouent un rôle économique et politique important, rôle contesté car démesuré au regard de leur nombre. Chauds partisans de la création du Pakistan, avocats d'un Etat centralisé, ils se sont installés en particulier au Sind, et ont exercé une quasi hégémonie sur cet Etat du Pakistan, en particulier dans la ville de Karachi dont ils constituent plus de la moitié de la population. Dans les années 60, ils représentaient plus de 20% des fonctionnaires pour seulement 3,5% de la population. La réaction sindhi s'est constituée à partir de l'accession au pouvoir de Z.A BHUTTO et ZIA UL-HAQ qui ont cherché à limiter l'influence des Mohajirs. Leurs intérêts politiques communautaires sont représentés dans divers partis dont le parti national Mohajir ou MQM (A), violemment réprimé par l'armée

²⁸ TALBOT Ian, Le poids du Punjab, in JAFFRELOT Christophe (dir) Le Pakistan, carrefour de tensions régionales, Editions Complexe 1999, p89

pakistanaise en raison des heurts fréquents et du risque de mainmise de ce parti sur la politique locale à Karachi. La diversité ethnique est donc très grande, si l'on considère les difficultés d'intégration des Baloutches et Pathans évoquées précédemment dans l'étude de la stratégie de politique étrangère du Pakistan.

Le Pakistan est un Etat musulman, mais non homogène en raison de la pluralité de l'Islam pakistanais. Les minorités non-musulmanes sont faibles, deux millions de Chrétiens, minorité persécutée, et deux millions d'hindous. 15 à 20% de Chiites sont présents, répartis entre « duodécimains » comme en Iran et « septimains » ou « ismaéliens » dont certains reconnaissent l'Agha Khan comme chef spirituel. Cette communauté chiite est fréquemment l'objet d'agressions de la part d'extrémistes sunnites qui souhaiteraient que ces chiites soient qualifiés de non-musulmans. La communauté sunnite est elle-même divisée en plusieurs écoles spirituelles, les madrasas : écoles déobandie et Ahl-I-Hadith prônant le retour à la tradition musulmane, école soufiste Barlewi plus tolérante, écoles fondamentalistes telles le Tabligh ou le Jamaat-I-Islami, écoles modernistes enfin qui ont inspiré à Ali JINNAH sa vision moderniste d'un islam fondement ouvert du nouvel Etat. C'est dans cette ligne moderniste mais non laïque que s'inscrivent les derniers discours et prises de position du président MUSHARRAF. Pourtant, malgré toutes ces diversités religieuses au sein de l'Islam, c'est bien l'Islam qui reste le facteur fédérateur de ces différentes populations.

3.1.2. Islamiser par la base et par les partis islamistes

Selon Brigitte PIQUARD, le processus d'islamisation peut être vu à travers cinq directions : logiques de l'identité, du vide, des traditions, du changement social et de la « dualisation »²⁹. En terme d'identité, le passé commun réel ou imaginé, et largement défini par l'opposition avec l'adversaire hindou. Il permet de constituer une conscience d'appartenance à une communauté basée sur une volonté de vivre selon les règles de l'Islam. Le retour au religieux peut alors être vu comme une solution aux problèmes de démocratisation, en conciliant la connaissance de l'Islam par les leaders et le jeu démocratique par le soutien effectif des masses à ces décideurs. La volonté existe de faire prendre conscience aux populations de l'omnipotence de l'Islam, par les prêches dans les

²⁹ PIQUARD Brigitte, Efficacité symbolique et effets pervers de la politique d'Islamisation du Pakistan, in HEUZE Gérard et SELIM Monique (dir) Politique et religion dans l'Asie du Sud contemporaine, Karthala 1998

mosquées et le relais des médias pakistanais. La télévision retransmet ainsi cinq fois par jour les appels à la prière. L'islamisation se fait donc par le haut et par le bas.

Une logique de vide s'exerce également : confrontés par le biais des médias et des réalités à des systèmes sociaux, économiques et politiques de toutes natures, les individus éprouvent des difficultés à conserver un sens de destinée commune. Dès lors, il est tentant de recomposer une réalité idéale par le recours à un islam individuel, tout en se laissant influencer par l'extérieur. Le retour aux traditions est encouragé, dérive de l'islamisme vers le « mollahisme », discours politique par recomposition affective du passé pour résoudre les difficultés présentes. La logique du changement social s'applique également, l'islam permettant en théorie une atténuation du gouffre entre les catégories sociales. Il y a donc une demande de passer d'un système de démocratie politique à une démocratie « socio-économique ». Enfin, la dualisation est en fait la prise en étau des masses entre l'islamisation par les partis religieux et par le pouvoir.

Le rôle joué par les partis islamistes est complexe. Il est nécessaire de les définir, en raison de leur particularisme dans un Etat qui se définit lui-même comme une « République islamique »³⁰. Ce qui caractérise ces mouvements est leur conception d'un islam autant religion qu'idéologie politique. Dès lors, la charia est l'unique source de droit, les institutions politiques et les valeurs occidentales sont à rejeter, le pouvoir musulman doit également s'exercer au delà des frontières sur toute la communauté des croyants. A partir de cette base commune, trois types de mouvements peuvent être distingués. Les « Djihadistes » envisagent la lutte à l'extérieur contre les oppresseurs des croyants et les infidèles, sans exclure les retombées internes au Pakistan. Ils ont été actifs en Afghanistan, en Bosnie, ou au Cachemire comme le Hartakul Mujahideen. Les mouvements « sectaires » sont impliqués dans le conflit entre sunnites et chiites au Punjab et à Karachi. Le Sipah-i Sahaba Pakistan demande ainsi à ce que les chiites soient déclarés « minorité non-musulmane », comme le furent les Ahmadiyya sous Ali BHUTTO. Les partis constitutionnalistes cherchent enfin à s'imposer dans la vie politique par le biais des élections, des débats et des mouvements sociaux. Les principaux partis sont le Jama'at-i Islami Pakistan (JI), le Jama'at-i Ulama-i Islam (JUI), le Jama'at-i Ulama-i Pakistan (JUP), et plus marginal, le Jama'at-i Ulama-i Ahl-i Hadith Pakistan (JUAH). Ils revendiquent l'application de la Charia, l'islamisation complète de la société, l'opposition radicale à l'Occident, l'Iran, l'Inde et Israël. Ils demandent le transfert

³⁰ BLOM Amélie, Les partis islamistes à la recherche d'un second souffle, in JAFFRELOT Christophe (dir) Le Pakistan, carrefour de tensions régionales, Editions Complexe 1999, page 100

des pouvoirs politiques de l'élite sécularisée et occidentalisée vers les musulmans pieux. Le JI est davantage un « parti religieux » ayant le désir de gouverner, alors que les autres sont essentiellement des « partis de religieux » et des groupes de pression.

Leur base sociale est néanmoins étroite, fortement régionalisée, puisant ses membres essentiellement dans les petites classes moyennes urbaines frustrées dans leur ascension sociale. Ils apparaissent en effet comme des partis de politiciens comme les autres, n'ayant pas d'autre programme qu'un Islam rigoureux et des luttes intestines. L'influence du JI sous le régime de ZIA UL-HAQ n'a pas laissé de bons souvenirs. L'attitude de l'Etat à leur égard les a conduit à radicaliser leurs discours et leurs actions et à reconsidérer leurs stratégies. Le JI a ainsi entrepris de se transformer en un véritable parti de masse, accueillant même des non-musulmans pour se débarrasser d'une image de parti de religieux conservateurs. Il s'intéresse davantage aux problèmes sociaux et économiques et poursuit son implantation par le biais des « madari » (les écoles religieuses) et par le développement de liens avec le monde des affaires. Comme les partis sectaires, les « madari » constitutionnalistes jouent un rôle dans les affrontements entre sunnites et chiites. En liaison avec les partis djihadistes, ils s'engagent dans le conflit du Cachemire, qu'il s'agisse du JI ou du JUI et cherchent à développer des réseaux transnationaux. La théorie de l'application d'un pouvoir musulman à la communauté des croyants trouve ici tout son sens. Pour les islamistes, il faut lutter pour que les musulmans du Cachemire ne soient plus sous la domination des incroyants hindous. Dès lors, les partis envoient, financent, arment, entraînent et soutiennent les combattants sécessionnistes au Cachemire. Les affinités entre le JI et le sunnisme wahabite saoudien ont été longtemps réelles. C'est sous la pression du JUI que le Pakistan a officiellement reconnu le gouvernement Taliban de Kaboul, le JUI ayant même menacé d'envoyer les Talibans pakistanais marcher sur Islamabad³¹. Pourtant, ces partis religieux ne sont pas les seuls acteurs de l'Islamisation au Pakistan.

3.1.3. Utiliser l'Islam comme facteur fédérateur : l'Islam au cœur de la politique

Le Pakistan a en effet besoin d'un Etat centralisé pour asseoir son autorité sur les différentes ethnies composant la population. Paradoxalement conçu par les élites modernistes et laïques de formation anglo-saxonne comme un Etat fédéral rassemblant les musulmans de l'ex-empire des Indes, le Pakistan a vu le rôle des provinces rester limité dès sa naissance, et

³¹ BLOM Amélie, Les partis islamistes à la recherche d'un second souffle, in JAFFRELOT Christophe (dir) Le Pakistan, carrefour de tensions régionales, Editions Complexe 1999

ce malgré les assouplissements consentis à partir de 1973. Sous influence britannique, JINNAH « pensait plus le Pakistan en terme de nation fondée sur une communauté culturelle plutôt qu'en terme d'Etat islamique³² », considérant plus l'hindouisme et l'islam comme des catégories sociales différentes et distinctes.

En fait, l'Islam est le seul élément réellement fédérateur du Pakistan. En conséquence, la religion doit servir à surmonter les clivages régionaux, clivages mis en lumière au début des années 1970 par la sécession du Bengladesh et les troubles dans les provinces occidentales peuplées de Pathans et de Baloutches. Dans ce sens, tous les dirigeants se réclament de l'islam, quelles que soient les volontés de modernisation ou de réformes. La constitution de 1962 établit que les lois de l'Etat ne peuvent contredire la charia ou loi coranique.

Zulfikar Ali BHUTTO adopte des discours socialistes mais inscrit la notion de Pakistan islamiste dans la constitution de 1973, désignant explicitement la religion musulmane comme religion d'Etat. Il est en fait le premier à véritablement entamer le mouvement d'islamisation de la société, essayant de concilier Islam et socialisme tiers-mondiste. C'est au nom de l'Islam qu'il cherche à limiter l'agitation des Ulémas en promulguant des lois interdisant la vente d'alcool aux musulmans, la prostitution, et instituant le vendredi jour de repos hebdomadaire à la place du dimanche. Son successeur, le Général ZIA poursuit ce mouvement d'islamisation de l'Etat, pour rechercher un soutien populaire. La pression des mouvements islamistes comme la Jama'at-i Islami est en effet importante et s'exerce à tous les niveaux de l'Etat et de l'armée. Mais il s'agit également et surtout pour la classe politique de conserver son ascendant.

L'Islamisation des masses présente en effet un avantage politique essentiel pour les élites dirigeantes qui veulent se maintenir au pouvoir. Dans un tel Etat, il est inconcevable pour un musulman de remettre en cause un gouvernement ouvertement islamique. Les lois ne pouvant être contraires au Coran et à la Sunna, comment exercer son esprit critique vis à vis du pouvoir sans être immédiatement mis au ban de la société ? A contrario, comment conquérir le pouvoir sans faire référence à l'Islam et sans afficher sa volonté de mettre en pratique les lois de l'Islam ? La légitimité religieuse donnée à certaines actions interdit aux masses de les remettre en cause, et la légitimité du leader politique ne peut exister sans affirmation de parler au nom de l'Islam. Benazir BHUTTO parlera ainsi de « bien-être des

³² JAFFRELOT Christophe (dir.), Le Pakistan, Fayard, novembre 2000, page 240.

masses islamiques » ou de « démocratie sociale islamique »³³. Dès lors la récupération des masses par les organes de pouvoir est aisée en raison de ce lien ambigu.

Cette instrumentalisation de l'Etat ne se limite pas à l'intérieur des frontières. Le Pakistan ne perd pas d'occasion de s'intéresser au sort des musulmans en Inde. Il condamne ainsi officiellement la destruction de la mosquée d'Ayodhya par des extrémistes hindous en 1992 et les émeutes anti-musulmanes qui ont suivi. Arguant de l'oppression inéluctable des musulmans en Inde, dans la logique de la partition, il assimile l'Inde aux seuls Hindous, sentiment renforcé par le refus de l'Inde de laisser les Cachemiris décider de leur sort, et par le sentiment religieux de division du monde en deux sphères, celle du « dar ul-islam », terres où l'Islam domine et la sphère du « dar ul-Harb », terres où l'Islam est dominé³⁴.

Dès lors, la nation pakistanaise se définit perpétuellement en opposition à l'Inde. Ce rejet s'exprime à de nombreuses reprises. En cas de crises externes ou internes, la dialectique anti-indienne trouve toujours son utilité pour raffermir la cohésion nationale. Affirmer l'identité islamique par l'instauration de la charia après les essais nucléaires procède de la même logique. D'autre part, la dureté de la position anti-indienne est une des conditions de l'exercice du pouvoir. Ensuite, l'influence militaire est déterminante en particulier pour les questions bilatérales : Cachemire, relations indo-pakistanaïses, Afghanistan. Le maintien de tensions avec l'Inde est fondamental pour maintenir l'influence du lobby militaire. Le contentieux au Cachemire reste insoluble et constitue le dernier facteur de rejet de l'Inde.

La définition de l'identité au Pakistan n'est pas chose aisée. Les divisions ethniques et religieuses sont nombreuses et profondes. Les rôles joués par les partis islamistes et l'Etat sont complexes et sont intimement liés entre eux, mêlant désir de pouvoir, réelle foi musulmane, opportunisme politique, échappatoire aux difficultés sociales et économiques internes et volonté de jouer un rôle à l'extérieur du pays. Néanmoins, identités musulmanes et pakistanaïses sont confondues dès lors qu'il s'agit de l'Inde. L'Inde, ce sont les hindous, les non-musulmans, les oppresseurs des croyants au Cachemire comme dans le reste de l'Inde, les tenants d'une réunification du sous-continent et de l'assujettissement des musulmans. Or, toujours dans la logique de la partition de 1947, ces deux religions sont vues comme irréductibles l'une à l'autre.

³³ PIQUARD, Brigitte, Efficacité symbolique et effets pervers de la politique d'Islamisation du Pakistan, in HEUZE et SELIM (dir), Politique et religion dans l'Asie du Sud contemporaine, Karthala 1998, page 237

³⁴ RACINE Jean-Luc, Le syndrome Indien. Entre Cachemire et nucléaire, in JAFFRELOT Christophe (dir) Le Pakistan, carrefour de tensions régionales, Editions Complexe, 1999, page 41

3.2. Identité indienne ou identité hindoue ?

Conscient des conflits religieux à venir, GANDHI a soutenu les élites occidentalisées et appuyé NEHRU dans sa prise de direction du parti du Congrès, et ce pour garantir la tolérance religieuse et le caractère multi-ethnique d'une Inde séculière héritière de la totalité de l'empire des Indes. Si cette vision échoue partiellement par la volonté de la ligue musulmane de créer un Etat pour les musulmans de l'Inde, elle façonne néanmoins l'Inde « plus grande démocratie du monde ». Pourtant, les identités communautaires existent, les situations économiques et sécuritaires sont délicates au point de réveiller et de développer les sentiments nationalistes hindous dont les musulmans font largement les frais.

3.2.1. Un Etat conçu comme séculier et démocratique

La vie politique de l'Inde est marquée par une longue période de stabilité et de gouvernement dominé par le parti du Congrès de 1947 à 1977. Ce parti du Congrès est largement influencé par la culture anglo-saxonne d'une élite politique déjà présente du temps du colonisateur, représentée par le Pandit NEHRU et sa fille Indira GANDHI. Il s'agissait de rassembler dans la nation indienne des hommes unis par une civilisation commune et un désir de construire l'avenir ensemble, quelle que soit l'ethnie, la langue ou la religion. Il a été édifié un véritable « système congressiste », terme inventé par le politologue indien Rajni KOTHARI pour désigner la façon dont ce parti a gouverné de 1947 à 1977 et dans les années 1980³⁵. Au pouvoir à New Delhi et dans la quasi-totalité des Etats de l'Union, il captait les votes de régions et de castes entières, s'appuyant notamment sur les élites intellectuelles anglicisées, les paysans enrichis par les réformes agraires de NEHRU, et sur les familles commerciales et industrielles en raison du soutien apporté au développement du capitalisme et de l'industrie indiennes³⁶. Sa politique étrangère rassemble les Indiens et leur donne une véritable identité nationale, en particulier par le rôle exercé par l'Inde à la tête du mouvement des non-alignés et son ambition de puissance régionale et mondiale³⁷. Mais ce laïcisme des dirigeants n'explique pas à lui seul le caractère séculier de l'Etat et de la nation.

³⁵ BIDARD-REYDET Danielle, BLANC Jacques, BOYER André, DULAIT André, PLANCADE Jean-Pierre, VINCON Serge, « Inde-Pakistan, de la crise au dialogue », rapport d'information n°336 de la commission des Affaires étrangères du Sénat, Paris, juin 2002

³⁶ *ibid*

³⁷ *ibid*

Comme le Pakistan, mais à l'échelle d'un pays de près d'un milliard d'habitants, l'Inde n'est pas constituée d'une population parfaitement homogène. Castes, langues et religions se mêlent pour catégoriser les différentes parties de la population, amenant les gouvernements à une vision particulière de la problématique identitaire. 18 langues officielles sont reconnues par la constitution indienne, dont l'hindi parlé par environ 400 millions d'habitants, essentiellement au nord de l'Inde. De plus, 2000 dialectes sont parlés, souvent par plusieurs millions de personnes. La langue anglaise sert souvent de lien, entre le Nord et le Sud notamment, et il est fréquent qu'il faille recourir à des traductions simultanées aux plus hauts niveaux de l'Etat, gouvernement et parlement.

Le système des castes, formalisé dans les textes dès l'époque coloniale, est intimement lié à la religion. Le recensement de 1931 identifiait 6,4% de Brahmanes (prêtres), 3,7% de Kshatrya-Rajput (guerriers), 2,7% de Banya (commerçants), 15% d'intouchables, 7% de tribus, et 52% de Shudra ou « other backward classes »(OBC)³⁸. La hiérarchisation s'effectue sur des bases religieuse, professionnelle et sociale, impliquant des régimes dérogatoires de recrutement dans l'administration pour garantir une représentation équilibrée des castes. La population indienne est hindoue à 85%, sans que cette situation n'ait entraînée une véritable hégémonie, en raison de la diversité des pratiques et des croyances, et conduisant à des comportements habituellement tolérants et exempts de prosélytisme.

La minorité chrétienne de 20 millions de personnes est concentrée dans quelques états dont le Kerala et Goa. La communauté sikh rassemble également environ 20 millions de fidèles et est une secte hindoue fondée au XVème siècle par Guru NARAK. Elle a dû en partie fuir le Pakistan en 1947 et s'est installée au Punjab indien. L'intégration de cette communauté a conduit à des troubles majeurs en Inde dans les années 1970 et 1980, en raison de l'activisme de militants indépendantistes sikhs réclamant l'instauration d'un Khalistan indépendant. Manifestant davantage un malaise que d'une revendication ethnique ou économique d'une minorité bien implantée, ce conflit a provoqué plus de 20 000 morts en dix ans dont l'assassinat du premier ministre Indira GANDHI par un de ses gardes du corps sikhs. Enfin, fortes de 67 millions de personnes, les tribus sont souvent concentrées dans certains Etats, obtenant même parfois la création d'Etats particuliers comme le Nagaland en 1975 ou le Mizoram en 1987.

³⁸ BIDARD-REYDET Danielle, BLANC Jacques, BOYER André, DULAIT André, PLANCADE Jean-Pierre, VINCON Serge, « Inde-Pakistan, de la crise au dialogue », rapport d'information n°336 de la commission des Affaires étrangères du Sénat, Paris, juin 2002

Mais la minorité la plus importante est la minorité musulmane. 25% de la population avant la partition, les musulmans sont désormais 120 millions, soit 12%³⁹. Disposant officiellement des mêmes droits que les hindous, ils sont souvent plus pauvres et sous-représentés dans les institutions politiques. L'Inde est donc paradoxalement l'un des plus grands Etats musulmans du monde. Mais comme au Cachemire, si chargé de symbolique religieuse et revendiqué par chacun des Etats, les oppositions d'ordre religieux existent en Inde et conduisent à des affrontements confessionnels dans un Etat séculier. Ils se focalisent sur la communauté musulmane en ce qu'elle est perçue par les extrémistes hindous comme l'ancienne classe dominante au prosélytisme agressif, incapable et non-désireuse de s'assimiler dans la culture indienne.

3.2.2. Les fondements du nationalisme extrémiste hindou

Influencé par les penseurs occidentaux de l'époque, les théories nationalistes hindoues modernes remontent aux années 1920-1930. Elles intègrent la grande tradition hindoue axée sur un racisme culturel de caste remontant à l'âge d'or védique où les frontières entre « arya » (nobles castes) et « mleccha » (étrangers, impurs) étaient poreuses⁴⁰. La discrimination s'effectuait sur des critères de pureté et non d'ethnie. Une certaine assimilation se faisait par transformation des descendance issues des unions entre membres de ces deux entités en nouvelles castes de deuxième ordre.

Idéologue nationaliste devenu président de la Hindu Mahasabha (assemblée hindoue) en 1937, VD SAVARKAR est le nationaliste hindou le plus important de la période précédant l'indépendance, inspirant les fondateurs du Rashtrya Sevayamsevak Sangh (RSS) créé en 1925. Il donne la définition suivante de l'hindou : « un hindou est donc celui qui ressent un fort attachement pour la terre qui s'étend de Sindhu à Sindhu (de l'Indus à la mer) comme la terre de ses ancêtres, comme sa patrie; qui a hérité le sang de la grande race dont la première trace tangible peut être décelée dans les hauteurs himalayennes des Saptasindhu (sept rivières) védiques et qui, assimilant tout ce qu'elle avait incorporé en ennoblissant tout ce qu'elle avait assimilé, s'est développé et est devenue le peuple hindou ; et qui en conséquence de ses attributs, a hérité et fait sienne la culture (sanskriti) hindoue et la civilisation hindoue telles qu'elles apparaissent dans l'histoire commune, l'art commun, une loi commune et une

³⁹ ibid

⁴⁰ JAFFRELOT Christophe, L'idée de race dans l'idéologie nationaliste hindoue : un concept entre deux cultures, in HEUZE et SELIM (dir) Politique et religion dans l'Asie du Sud contemporaine, Karthala 1998

jurisprudence commune, des foires et des fêtes, des rites et des rituels, des cérémonies et des sacrements communs ». ⁴¹ Ayant cherché à démontrer l'existence d'un lien de sang entre les hindous, unité originelle sous-tendant et ordonnant la diversité culturelle des hindous, il reconnaît néanmoins que la conscience nationaliste vient moins de ce lien physique que de l'interprétation de sa signification.

M.S GOLWAKAR, rédacteur de la première charte idéologique du RSS donne cinq critères de nation: territoire, race, religion, culture et langue. Il souligne en particulier l'importance de « l'esprit de race » ⁴². Néanmoins, cette idée très inspirée du fascisme occidental ne recouvre pas la théorie nationaliste hindoue. L'idée de race hindoue n'est pas assez nationaliste car transnationale et insuffisamment fondée sur le territoire (à un époque où les Anglais sont les maîtres), alors que la vision hiérarchique du monde par l'hindouisme brahmanique reste très forte chez les idéologues nationalistes hindous.

En effet, comment considérer les musulmans à qui l'origine hindoue est reconnue par les idéologues nationalistes? Le facteur de division et d'exclusion est donc essentiellement la culture. La vision de race est alors définie par SAVARKAR et GOLWAKAR comme une société héréditaire avec des coutumes, une langue et une culture communes, façonnées par l'histoire. Il est donc demandé au musulmans, non pas d'abandonner leur religion, mais de ne pas se comporter en étrangers, et de se considérer eux mêmes comme des Kshatriya ou hindous anonymes ⁴³. Il s'agit alors davantage d'un racisme de domination que d'un racisme d'extermination, d'un mélange de tolérance bienveillante et de volonté de phagocyter l'Autre. Dans une perspective communautariste, il s'agit d'inféoder la communauté minoritaire.

L'influence de la Hindhu Mahasabha est toujours très forte dans les partis nationalistes modernes. Les musulmans sont classés en fonction de leur degré de proximité avec l'histoire indienne. Considérés comme des hindous convertis, il doit leur être appliqué un traitement ferme et bienveillant de « grand frère à petit frère ». Le groupe des « hostiles » est constitué des musulmans de langue ourdou, déjà plus éloignés. Enfin, l'ennemi absolu est représenté par les musulmans pakistanais et bangladaïsi. Cette classification explique la présence de musulmans au sein de partis nationalistes comme la Shiv Sena, y compris à des postes de

⁴¹ ibid, page 117

⁴² ibid, page 120

⁴³ ibid, page 128

ministres⁴⁴. Ce parti bien implanté à Bombay considère ceux qui sont nés sur place et qui font preuve de sentiments positifs comme bombayites, maharashtriens et indiens⁴⁵.

Néanmoins, les sentiments se sont radicalisés ces dernières années. Les Musulmans deviennent de plus en plus des étrangers, jusqu'à constituer la catégorie étrangère maîtresse. Le mouvement de recomposition identitaire des nationalistes hindous ne peut se passer d'un ennemi, celui-ci étant le musulman. Dans l'imaginaire, les musulmans sont assimilés à des terroristes barbus se préparant à une reconquête de leur domination perdue et sont régulièrement considérés comme « traîtres à la patrie », « nuisibles », « parasites » ou « arriérés »⁴⁶. L'Etat fédéral a été accusé de les défendre et d'être impuissant à contrer ce complot musulman, alors que l'ennemi pakistanais soutient ces musulmans. Il n'y a bien sûr pas de lien avec les musulmans réels. Ayant longtemps fait confiance aux urnes, ils ne sont pas absents de la vie publique puisque deux présidents de l'Union Indienne ont été musulmans et qu'ils sont présents dans tous les gouvernements. Pourtant, la pression des nationalistes hindous les conduit à développer un sentiment d'être en partie des étrangers dans leur propre pays.

3.2.3. La montée des tensions confessionnelles et du nationalisme hindou

Le traitement laïc, démocratique et impartial des tensions et différents entre hindous et musulmans est donc devenu plus délicat, en raison de la montée de ce nationalisme hindou identitaire et de l'influence que ce nationalisme exerce au plus haut de l'Etat, au point que l'on a parlé d'une vague « safran ». Cette vague safran débute véritablement dans les années 1980, inspiré par l'idéologie décrite précédemment, mais également pour des raisons à caractère plus social et économique.

Le nationalisme hindou moderne est un courant déjà ancien, la première assemblée hindoue chargée de promouvoir en politique les intérêts de la communauté a eu lieu en 1915. Cette idéologie a pris une forme concrète par la création et la montée de partis politiques nationalistes. Le Rashtrya Sevayamsevak Sangh (RSS) ou organisation nationale des volontaires s'est donné pour but d'associer des pratiques d'autodéfense ou d'agression communautaire à un projet d'homogénéisation culturelle et de « réarmement moral » des

⁴⁴ HEUZE Gérard, Populisme, religion et nation dans l'Inde contemporaine, l'évolution de la Shiv Sena au Maharashtra, in HEUZE et SELIM (dir) Politique et religion dans l'Asie du Sud contemporaine, Karthala 1998, page 207

⁴⁵ Ibid, page 208

⁴⁶ Ibid

hindous⁴⁷. A la partition, le RSS s'assure un soutien de masse, soutien mis en cause par implication idéologique dans l'assassinat du Mahatma Gandhi.

Pour parer à la répression étatique, le RSS crée l'organisation du peuple indien ou Bharatya Jan Sangh, refondée en 1980 sous le nom de Bharatya Janata Party ou BJP. Ayant participé au gouvernement de coalition anti-Congrès de 1977 à 1980, il n'a cessé de renforcer ses positions électorales au nord du pays, dans la plaine du Gange, dans le Madhya Pradesh et au Rajasthan. Il promeut la moralisation de la vie politique, la mise en avant de pratiques religieuses culturelles homogènes, la puissance nationale et un nationalisme ombrageux, adoptant une position dure sur le Cachemire. Le BJP tient une part de sa popularité de son intervention dans certaines controverses symboliques, usant de populisme et de démagogie. Au pouvoir en Uttar Pradesh depuis 1991, il a joué sur la dynamique identitaire ayant conduit à la destruction totale de la mosquée d'Ayodhya le 6 décembre 1992 par des militants du RSS, du Vishwa Hindhu Parishad (VHP) du BJP et aux terribles affrontements qui ont suivi⁴⁸. Il s'est appuyé sur les élites intellectuelles socio-religieuses pour lutter contre les quotas d'embauche dans les administrations au nom de la promotion du mérite individuel.

La Shiv Sena ou armée de Shiva est née au début des années soixante dans la province de Maharashtra (Bombay). Shivaji, héros guerrier fondateur de l'empire marathe (1672-1818) est le symbole du souverain juste et de la fierté nationale, en opposition à la politique d'impuissance du gouvernement central. La Shiv Sena recueille le bénéfice de toutes les frustrations des originaires de cette province cantonnés aux tâches manuelles lourdes et confrontés aux entrepreneurs de Bombay non originaires de la province. Les premiers combats sont menés au nom des natifs de la province, pour qu'ils puissent bénéficier des affaires, emplois et logements. Les travailleurs tamouls ou venant des plaines du Gange sont initialement les boucs émissaires, avant même les musulmans. L'usage de la violence est présenté comme une juste colère ou une légitime défense, les thèmes de « religion en danger », « les musulmans sont des terroristes » se répandent et deviennent des lieux communs à mesure que les succès électoraux se développent et que l'organisation de ces mouvements se structure au niveau national⁴⁹. Le soulèvement des Sikhs de 1983 à 1993, les assassinats d'Indira et Rajiv GANDHI, l'entrée en rébellion armée du Cachemire accélèrent

⁴⁷ HEUZE Gérard, Populisme, religion et nation dans l'Inde contemporaine, l'évolution de la Shiv Sena au Maharashtra, in HEUZE et SELIM (dir) Politique et religion dans l'Asie du Sud contemporaine, Karthala 1998,

⁴⁸ Ibid

⁴⁹ Ibid

ces tendances. Le courant abandonne son animosité vis à vis des Tamouls, des Kéralais et des Bhaias de la plaine du Gange, et s'engage dans l'œcuménisme hindou, renforçant son désir d'en découdre avec les musulmans. En décembre 1992, ces mouvements prennent le relais d'un Etat impuissant dans la « défense » des hindous lors du soulèvement de la jeunesse musulmane.

Dans cette perspective communautariste, ces mouvements sont hantés par l'Etat fédéral dont ils récusent la légitimité et dénoncent le mode de fonctionnement. La démocratie indienne a longtemps fonctionné sans que l'ensemble de la population y participe. A partir des années 1960 puis 1990, de nouvelles classes sociales sont entrées en politique, dont les classes les moins aisées, par le biais de ces partis nationalistes. En effet, ils regroupent ceux qui éprouvent des difficultés à trouver leur place, étudiants, petits commerçants, cadres subalternes, ouvriers, artisans, paysans, chômeurs, pauvres victimes de catastrophes. De plus en plus mal exorcisé, le chômage issu de la stagnation économique cristallise les frustrations et met donc en évidence l'indifférence et l'impuissance de l'Etat fédéral. Une relation de clientélisme à caractère social ce crée, ces partis nationalistes apparaissent plus stables et plus soucieux de la défense et du bien-être des membres de la communauté. L'exclusion de l'autre fonctionne comme un exorcisme de défense imaginaire.

Le succès de ces partis est achevé en 1998 avec l'accession au pouvoir à New Delhi et dans la majorité des Etats de l'Union. d'une coalition dirigée par le BJP, parti passé de 7,4% des votes en 1984 à 25,5% en 1998⁵⁰. Cette mouvance nationaliste hindoue constitue en fait la force d'alternance au parti du Congrès.

Qu'il s'agisse de l'Inde ou du Pakistan, les difficultés identitaires sont donc réelles, le traumatisme engendré par la partition n'est pas encore digéré, alors que les difficultés économiques contribuent à pousser au réflexe communautaire. Or la définition des communautés ne peut s'abstenir d'une définition culturelle et donc religieuse tant les religions influent les pratiques sociales. L'existence du différend non réglé du Cachemire renforce l'imaginaire de l'ennemi irréductible et agressif. Le facteur religieux est donc bien au cœur de l'identité et ainsi au centre du conflit.

⁵⁰ BIDARD-REYDET Danielle, BLANC Jacques, BOYER André, DULAIT André, PLANCADE Jean-Pierre, VINCON Serge, « Inde-Pakistan, de la crise au dialogue », rapport d'information n°336 de la commission des Affaires étrangères du Sénat, Paris, juin 2002

CONCLUSION

Nés sur un différent de communautarisme religieux par partition de l'empire britannique des Indes, l'Inde et le Pakistan entretiennent des relations conflictuelles depuis 1947, relations exacerbées par le différent non encore réglé du Cachemire. Les intérêts séculiers des deux pays s'apparentent certes à des ambitions classiques de grands Etats rivaux et ne sont pas toujours sources de conflits car ils suivent des logiques propres. Pourtant les identités nationales sont largement définies par des critères religieux qui font une large part à l'antagonisme mutuel entre hindous et musulmans. Dans les deux pays, ces recherches identitaires ont tendu à s'accroître ces dernières années, renforçant et alimentant les tensions.

Le facteur religieux reste donc bien au cœur du conflit entre l'Inde et le Pakistan, car il fonde les identités nationales qui sous-tendent les actions des Etats. Le Pakistan articule le conflit sur les plans idéologiques et religieux, pensant que l'Inde cherche à unifier le sous-continent sous la bannière hindoue. Pour l'Inde, le conflit avec le Pakistan est focalisé au Cachemire et reste secondaire en regard de la menace principale constituée par la Chine. Le Cachemire n'est pas pour elle la seule menace provenant du Pakistan, celui-ci n'acceptant pas la puissance indienne et cherchant à démembrer l'Inde.

Quelques évolutions sont en cours, évolutions apportées par la non-circonscription du conflit à la seule région. Les attentats du 11 septembre et les opérations entreprises par les Etats-Unis contre Al Qaïda ont eu des conséquences très importantes sur la situation intérieure au Pakistan, au Cachemire et par conséquent sur les relations indo-pakistantaises, provoquant les plus graves tensions entre les deux pays depuis la crise de Kargil. Le Pakistan a été conduit à opérer des changements radicaux dans sa politique étrangère et dans la place de la religion dans l'Etat. Toute sa politique afghane a été remise en cause. Le Pakistan a été sommé de se désolidariser des Talibans de choisir de combattre le terrorisme aux côtés des Etats-Unis. Il a ainsi obtenu la levée des sanctions consécutives aux essais nucléaires de 1998 et au coup d'état de 1999, ainsi que la poursuite et le développement de l'aide internationale. Ce revirement s'est traduit par des mutations au sein de l'armée et des services secrets. Le Pakistan a pris conscience des dangers de la montée des extrémismes djihadistes musulmans menés à l'extérieur et entreprend une redéfinition de la place de la religion dans l'identité. Dans son discours du 12 janvier 2002, le général MUSHARRAF décide de retrouver les racines du compromis national pakistanais avec l'Islam, celui d'un Islam moderne et ouvert. Il

interdit en conséquence des partis religieux et des organisations terroristes agissant au Cachemire et fait fermer certaines madrasas. Les retombées de cette fermeté n'ont pas été à la hauteur des espérances, fragilisant la ligne suivie par le général MUSHARRAF. Les importantes tensions politiques se sont concrétisées par une exacerbation des sentiments anti-occidentaux, par des attentats contre les intérêts étrangers et leurs représentants, dont celui de mai 2002 contre les employés de la Direction des Constructions Navales française.

Du côté indien, le doute persiste sur la volonté réelle du Pakistan de cesser son soutien aux activistes Cachemiris. Le 27 février 2002, l'attaque par des musulmans d'un train transportant des militants hindous rentrant d'Ayodhya a fait 57 morts et déclenché une vague de pogroms anti-musulmans dans l'Etat du Gujarat, avec la complicité passive du gouvernement de l'Etat et de la police jusqu'à l'arrivée de l'armée. Ce massacre a lieu après la défaite du BJP aux élections de février 2002 dans quatre Etats qu'il gouvernait. Le crédit du BJP reste néanmoins diminué en raison de ses difficultés à résoudre la stagnation économique.

La normalisation des relations entre l'Inde et le Pakistan n'est pas acquise. Le Cachemire est devenu le terrain de repli de nombreux militants islamistes. Les attentats commis dont celui contre le parlement indien le 12 décembre 2001 ont conduit les deux pays au bord d'un conflit ouvert. L'Inde a jugé le Pakistan responsable des infiltrations de militants cachemiris à partir de la zone contrôlée par Islamabad, a fermé les frontières et déployé 700 000 soldats à la frontière et a exigé des mesures concrètes de la part d'Islamabad. Un nouvel attentat au Cachemire Indien en mai 2002 a réactivé les tensions, le Pakistan faisant preuve de sa détermination à ne pas se laisser guider sa conduite par New Delhi.

Les fils d'un dialogue fragile ont été renoués par l'intermédiaire de la Russie puis des Etats-Unis, entraînant une certaine désescalade. Ce relâchement reste bien précaire et l'armée indienne poursuit ses opérations au Cachemire soit en réaction, soit pour prévenir les actions des séparatistes extrémistes musulmans cachemiris ou djihadistes. Les espoirs d'une normalisation des relations entre l'Inde et le Pakistan restent suspendus à la résolution du statut final du Cachemire. Il constitue le principal point de focalisation de la rivalité religieuse qui empêche chacun de ces pays d'envisager sa propre identité et son avenir sur des critères véritablement séculiers, étape nécessaire pour que chacun de ces pays puisse réaliser ses ambitions, délivré de cette entrave passionnelle. La résolution du conflit passe par la transformation de l'image de l'ennemi en une image de partenaire.

ANNEXE 1 : CARTE DE L'INDE

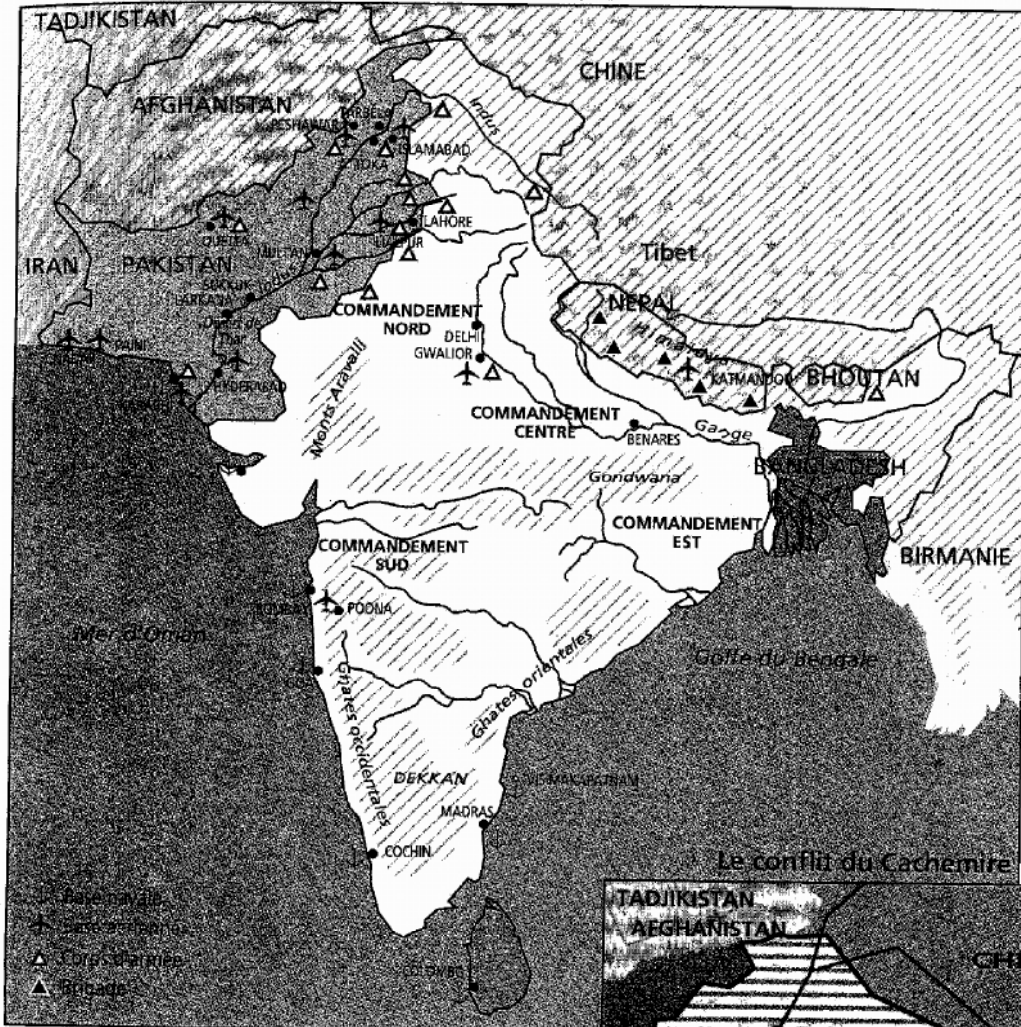


ANNEXE 2 : CARTE DU PAKISTAN

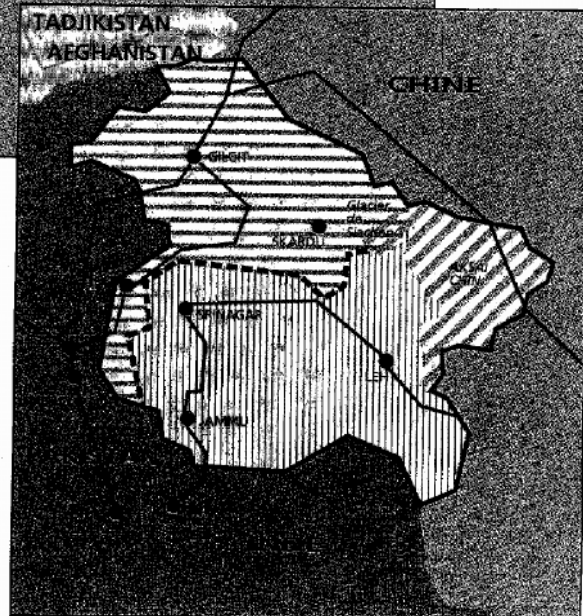


ANNEXE 3 : CARTES DES CONFLITS

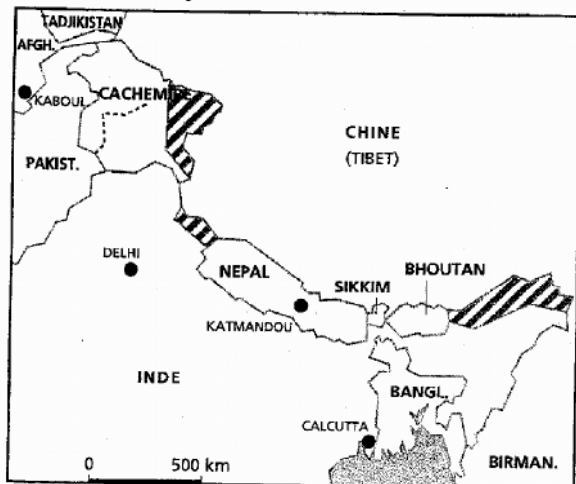
Données stratégiques



Le conflit du Cachemire

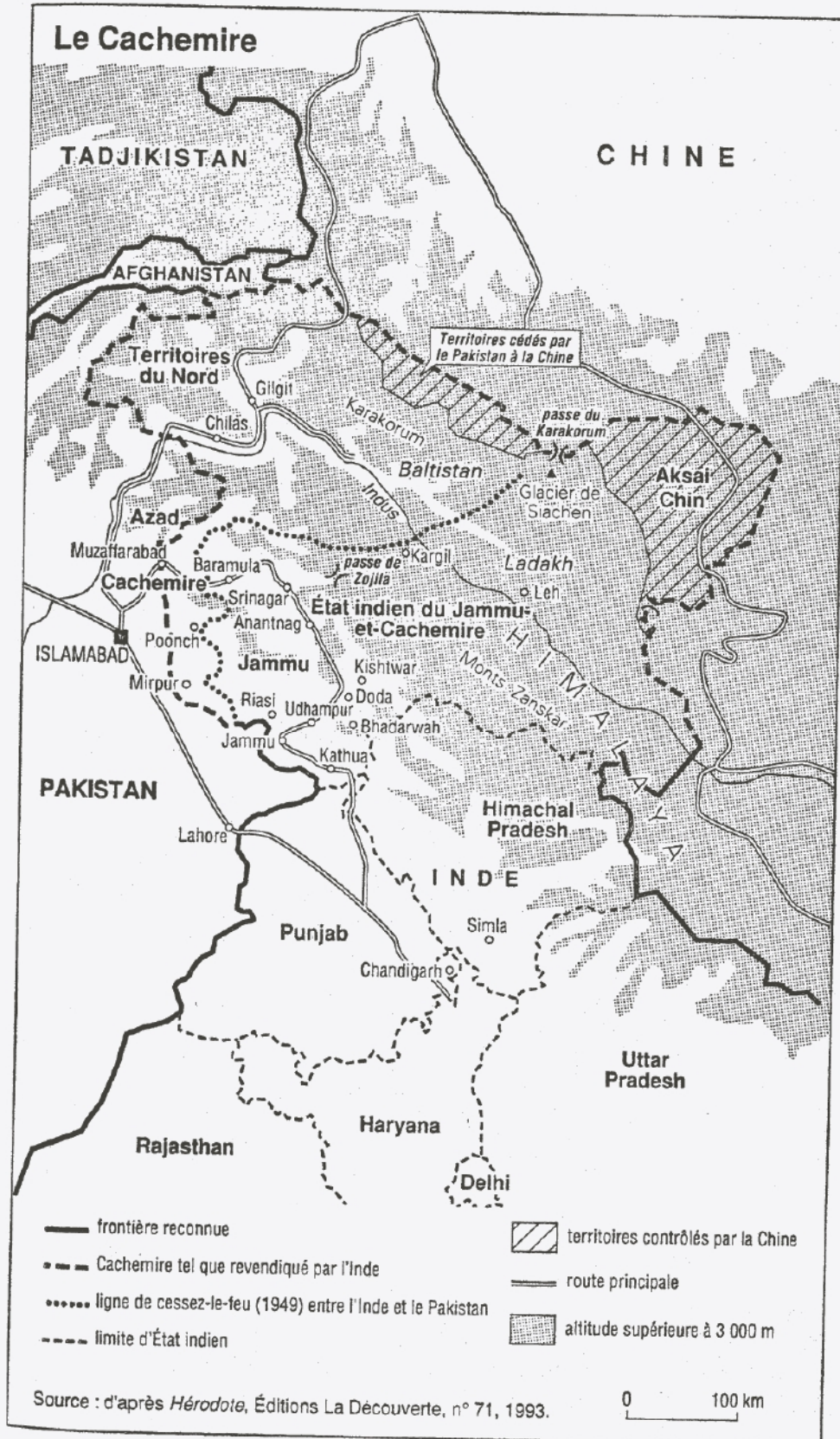


La querelle sino-indienne



- Ligne de cessez-le-feu
- ▨ Cachemire sous administration pakistanaise
- ▤ Cachemire sous administration indienne
- ▧ Cachemire sous administration chinoise

ANNEXE 4 : CARTE DU CACHEMIRE



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- BERNARD Jean-Alphonse et POCHOY Michel, l'ambition de l'Inde, Paris, Fondation pour les études de défense nationale, 1988
- BERNARD Jean-Alphonse, De l'empire des Indes à la république indienne, Paris, Imprimerie Nationale, 1994
- CHAUPRADE Aymeric, Géopolitique, Constantes et changements dans l'histoire, Paris, Ellipses, 2001
- COUTAU-BEGARIE Hervé, Géostratégie de l'Océan Indien, Paris, Economica, 1993
- DIDIER Anne-Line et RAUFER Xavier, le Pakistan, scène chaotique, Paris, Centre des hautes études de l'armement, 1999
- GUILLARD Olivier (sous la direction de), La stratégie de l'Inde pour le XXIème siècle, Paris, Economica, 2000
- HEUZE Gérard et SELIM Monique (sous la direction de), Politique et religion dans l'Asie du Sud contemporaine, Paris, Karthala 1998
- JAFFRELOT Christophe (sous la direction de), Le Pakistan, carrefour de tensions régionales, Paris, Complexe 1999
- JAFFRELOT Christophe (sous la direction de), Le Pakistan, Paris, Fayard, novembre 2000
- JAFFRELOT Christophe (sous la direction de) L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours, Paris, Fayard, 1997
- de MONTBRIAL T, JACQUET P (sous la direction de), RAMSES 1999, IFRI, Synthèse annuelle de l'évolution du monde, Paris DUNOD, 1998
- de MONTBRIAL T, JACQUET P (sous la direction de), RAMSES 2000, IFRI, Synthèse annuelle de l'évolution du monde, Paris DUNOD, 1999
- de MONTBRIAL T, JACQUET P (sous la direction de), RAMSES 2001, IFRI, Synthèse annuelle de l'évolution du monde, Paris DUNOD, 2000
- de MONTBRIAL T, JACQUET P (sous la direction de), RAMSES 2002, IFRI, Synthèse annuelle de l'évolution du monde, Paris DUNOD, 2001
- de MONTBRIAL T, JACQUET P (sous la direction de), RAMSES 2003, IFRI, Synthèse annuelle de l'évolution du monde, Paris DUNOD, 2002

- MOREAU DEFARGES Philippe, Relations Internationales, Questions régionales, Paris, Seuil, 1997, troisième édition
- MURAWIEC Laurent, L'esprit des nations, Paris, Odile Jacob, 2002
- SINGH Jaswant Défendre l'Inde, Paris, Economica, 2001

OUVRAGES EN ANGLAIS

- JAFFRELOT Christophe, The Hindu nationalist movement and indian politics, 1925 to the 1990's, London, Hurst and Company, 1996

ARTICLES EN FRANCAIS

- KANWAL SIBAL, S.E, « L'Inde et son environnement stratégique », Revue internationale et stratégique, n° 37, 2000
- Inde Pakistan : guerre improbable, paix impossible ? Politique étrangère, 2002-2, 2002
- Religions et géopolitique, Hérodote, n° 106, 2002

DIVERS

- BIDARD-REYDET Danielle, BLANC Jacques, BOYER André, DULAIT André, PLANCADE Jean-Pierre, VINCON Serge, « Inde-Pakistan, de la crise au dialogue », rapport d'information n°336 de la commission des Affaires étrangères du Sénat, Paris, juin 2002

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
PREMIERE PARTIE : LA RELIGION, FONDEMENT DE LA CREATION DES DEUX ETATS.....	5
1.1 MUSULMANS ET HINDOUS : UN MILLENAIRE D'OPPOSITIONS	5
1.1.1 Les relations conflictuelles entre Hindous et Musulmans dans la période pré-coloniale.....	5
1.1.2 La colonisation britannique : diviser pour régner	6
1.1.3 L'émergence de mouvements nationalistes opposés.....	7
1.2. UNE NAISSANCE D' ETATS SUR UNE FRACTURE RELIGIEUSE.....	8
1.2.1. Les volontés incompatibles de NEHRU et JINNAH.....	8
1.2.2. La fracture de la partition des Indes	8
1.3. LES MANIFESTATIONS DU CONFLIT ENTRE L'INDE ET LE PAKISTAN	9
1.3.1. Les guerres de 1965 et 1971	9
1.3.2. La reprise et l'islamisation du conflit du Cachemire	10
DEUXIEME PARTIE : LE ROLE DES MOTEURS SECULIERS.....	12
2.1. LA STRATEGIE INDIENNE : DEVENIR UNE GRANDE PUISSANCE MONDIALE	12
2.1.1. La perception indienne de ses intérêts n'est pas limitée au Pakistan.....	13
2.1.2. Vers « l'Indian Lake » : être une puissance maritime	15
2.1.3. Acquérir un vrai statut de puissance mondiale	16
2.2. LA STRATEGIE PAKISTANAISE : EXISTER ET S'OPPOSER A L'INDE.....	17
2.2.1. Une rivalité démultipliée par les frictions internationales	17
2.2.2. Contre l'Inde par le jeu des alliances	19
2.2.3. Développer sa propre sphère d'influence en Asie Centrale.....	20
2.2.4. Le soutien aux Talibans et la remise en cause post 11 septembre 2001	22
2.3. L'ASYMETRIE DANS LA PERCEPTION DE LA PUISSANCE NUCLEAIRE	24
2.3.1. La vision indienne	25
2.3.2. La vision pakistanaise	26
2.3.3. Un emploi impossible ?	27
TROISIEME PARTIE : LA RELIGION, FACTEUR CLEF D'IDENTITE NATIONALE	29
3.1. IDENTITE PAKISTANAISE OU IDENTITE MUSULMANE ?.....	29
3.1.1. La diversité ethnique et religieuse est source de conflits internes.....	29
3.1.2. Islamiser par la base et par les partis islamistes	31
3.1.3. Utiliser l'Islam comme facteur fédérateur : l'Islam au cœur de la politique.....	33
3.2. IDENTITE INDIENNE OU IDENTITE HINDOUE ?.....	36
3.2.1. Un Etat conçu comme séculier et démocratique	36
3.2.2. Les fondements du nationalisme extrémiste hindou	38
3.2.3. La montée des tensions confessionnelles et du nationalisme hindou.....	40
CONCLUSION	43
ANNEXE 1 : CARTE DE L'INDE	45
ANNEXE 2 : CARTE DU PAKISTAN.....	46
ANNEXE 3 : CARTES DES CONFLITS.....	47
ANNEXE 4 : CARTE DU CACHEMIRE	48
BIBLIOGRAPHIE.....	49